

LES RAPPORTS DU LISER

Les NEETs au Luxembourg : Une population hétérogène

Laetitia **HAURET**

+	--		-	+						
-	+	++	+	++	+++	+	++	+	-	
--	++	+	--	-	+	--	-	---	---	
+	-	---		-	--	--	--	+	++	
+	-	+++	+++	++	++	+++	+++	-	+	
++	+	--	--	--	-		---	-	+	
	---	-	--	+	-	--	+	++	--	
	+	++	+	+++	++	+	++	+	-	
					+			--	+	



En collaboration avec



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

Inspection générale de la sécurité sociale

Soutenu par



Avec le soutien du
Fonds social européen

LES NEETS AU LUXEMBOURG :

UNE POPULATION HÉTÉROGÈNE¹

Laetitia HAURET

Juin 2017

¹ Ce rapport a été rédigé dans le cadre d'un projet initié par le Service National de la Jeunesse et mené en collaboration avec l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research. Ce projet bénéficie du soutien financier du Fonds Social Européen. La coordination scientifique de ce projet a été réalisée par Mireille Zanardelli (Cellule Emploi-Travail, IGSS).

Table des matières

Résumé	3
Introduction	4
1. Les NEETs au Luxembourg : une population hétérogène	5
1.1. Une population hétérogène eu égard à ses caractéristiques	5
1.2. Une population hétérogène eu égard à sa vulnérabilité	6
1.3. Une population hétérogène eu égard aux mesures plébicitées pour sortir du statut de NEET	13
2. Classification des NEETs	15
2.1. Les catégories de NEETs identifiées dans la littérature	15
2.2 Les groupes de NEETs identifiés au Luxembourg	17
a. NEETs souffrant de problème de santé (G1)	18
b. NEETs jeunes mères à faible capital humain (G2)	19
c. NEETs par choix (G3)	19
d. NEETs démotivés en difficulté d'insertion (G4)	20
e. NEETs au comportement déviant (G5)	21
f. NEETs menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion (G6)	21
g. NEETs en situation de transition (G7)	22
h. NEETs insérés socialement et dotés d'un niveau d'employabilité relativement élevé (G8)	23
2.3. Synthèse des résultats	23
3. Les trajectoires des NEETs	27
3.1. Description des principales trajectoires suivies par les NEETs	27
3.2. Les problèmes rencontrés par les NEETs orientent leurs trajectoires	29
Conclusion	31
Bibliographie	33
Annexe 1 : Description des groupes	34
Annexe 2 : Description des trajectoires administratives suivies par les NEETs	37

Résumé

Ce rapport est le deuxième document publié dans le cadre d'un projet mené en collaboration avec le Service National de la Jeunesse (SNJ), l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS) et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER). Ce projet, initié par le SNJ, a pour objectif d'améliorer les connaissances disponibles au Luxembourg sur les jeunes qui ne sont ni en éducation, ni en emploi, ni en formation (qualifiés de NEETs). Les NEETs de par les risques de marginalisation sociale et d'exclusion du marché du travail qu'ils encourent constituent à l'échelle européenne, depuis 2010, un groupe cible des pouvoirs publics. La réduction du taux de NEET est, d'ailleurs, un des objectifs de la Garantie pour la jeunesse. Toutefois, tous les NEETs n'ont pas besoin de bénéficier d'une intervention publique. En effet, derrière le qualificatif de NEETs se cachent des jeunes vulnérables et non vulnérables. Afin de mettre en place des politiques adaptées, il convient donc de désagréger cette population. C'est ce que se propose de faire ce rapport, pour le Luxembourg, à partir des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail*, réalisée entre octobre 2014 et juin 2015. Ces données permettent d'étudier l'hétérogénéité des NEETs sous un angle inédit en tenant compte de l'éloignement des différents groupes vis-à-vis du marché du travail et de la société. En effet, si des typologies ont été réalisées dans la littérature, elles ne distinguent pas les différents groupes selon la gravité de leur situation. En outre, ces données, grâce à leur interconnexion avec la base administrative dynamique des NEETs construite par l'IGSS, permettent d'identifier si les trajectoires suivies par les NEETs diffèrent en fonction de la gravité de la situation dans laquelle ils se trouvent. Dans ce rapport, huit groupes de NEETs ont pu être identifiés. L'étude de leurs caractéristiques révèle que pour trois d'entre eux, soit près de 60% de la population étudiée, la nécessité de développer l'action publique paraît moins prégnante pour les aider à quitter ce statut car ils ne sont éloignés ni du marché du travail ni de la société. En revanche, pour les autres, une action publique spécifique est primordiale, et ce d'autant plus que ces groupes suivent, plus que les autres, une trajectoire marquée par la persistance du statut de NEET ou sa récurrence. L'action publique ne doit, toutefois, pas être uniforme mais ciblée. Ainsi, si certains jeunes ont besoin de politiques de formation, d'autres ont besoin de bénéficier de politiques familiales (offre de garde), de politiques sociales ou encore d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi.

Introduction

Les jeunes qui ne sont ni en éducation, ni en emploi, ni en formation (qualifiés de NEETs) constituent un groupe cible des pouvoirs publics en raison des conséquences négatives que ce statut peut avoir sur ces individus mais aussi sur la société. Ainsi, avoir été NEET augmente le risque d'être confronté au chômage ou à l'inactivité dans le futur (Franzén et Kassman, 2005 ; Crawford et al., 2011), impacte négativement l'état de santé (Bynner et Parsons, 2002) et est lié à un moindre engagement social (Eurofound, 2012). En outre, les NEETs font supporter un coût à la société via, entre autres, les dépenses liées aux transferts sociaux dont ils peuvent bénéficier (Eurofound, 2012).

Afin de lutter efficacement contre ce phénomène et le prévenir, les pouvoirs publics doivent tenir compte des spécificités de cette population et, particulièrement, de son hétérogénéité. En effet, comme l'écrivent Yates et Panes (2006), « ceux tombant sous cette rubrique affichent des caractéristiques, des risques et des problématiques très différentes – et des talents et compétences ». Cette hétérogénéité a deux implications en termes de politiques publiques : d'une part, tous les NEETs n'ont pas forcément besoin de bénéficier d'une action publique, d'autre part, l'action publique, quand elle est nécessaire, doit être spécifique (une politique adaptée à une catégorie de NEET ne l'étant pas forcément à une autre). Ainsi, afin de mener des politiques publiques efficaces, il convient de désagréger cette population. Si des essais de typologie ont été proposés dans la littérature, ils ne cherchent pas, à notre connaissance, à mesurer l'éloignement des différents groupes de NEETs vis-à-vis du marché du travail et de la société, or ces problématiques sont au cœur des préoccupations publiques.

4

Dans ce rapport, nous cherchons à répondre à ces préoccupations, pour le Luxembourg, à partir des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* qui contient des informations sur un échantillon de NEETs résidents âgés entre 17 et 24 ans en mars 2014. Ces données d'enquête permettent d'étudier l'hétérogénéité des NEETs sous un angle inédit, notamment, grâce aux informations disponibles sur leurs capacités cognitives, leurs comportements déviants ou encore leur déprivation matérielle. De plus, en interconnectant ces données avec celles de la base administrative dynamique des NEETs, construite par l'IGSS, il est possible d'étudier les trajectoires suivies par les NEETs, ce qui est rarement réalisé dans la littérature, et, ainsi, d'identifier si la diversité des problèmes rencontrés par les NEETs mène à des trajectoires différentes.

Ce rapport est organisé de la façon suivante. La première section met en lumière l'hétérogénéité des NEETs au Luxembourg, notamment, en matière d'éloignement au marché du travail et à la société. La deuxième section propose une partition de cette population en huit groupes. À partir de l'examen des caractéristiques de ces groupes, des pistes de réflexions sur les politiques à mener afin de les aider à sortir de ce statut sont proposées. Il ne s'agit, toutefois, que de pistes de réflexions qui pourront servir à alimenter le débat des services et des ministères concernés par cette problématique. La troisième section s'intéresse, enfin, aux trajectoires en mettant en évidence que les problèmes rencontrés par les NEETs tendent à orienter leurs trajectoires.

1. Les NEETs au Luxembourg : une population hétérogène

L'hétérogénéité des NEETs (*cf.* encadré 1) se perçoit à la fois dans leurs caractéristiques, leur vulnérabilité et les mesures que ces jeunes préconisent pour les aider à quitter ce statut.

Encadré 1 :

Le concept de NEET dans la littérature et dans cette étude

Le concept de NEET, qui désigne les jeunes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, est apparu, au Royaume-Uni, à la fin des années 80 suite à une modification des règles d'indemnisation du chômage. Ce concept a ensuite été repris dans d'autres pays après avoir été adapté de sorte qu'il n'existe pas au niveau international une définition unique. En effet, la classe d'âge considérée et les situations entrant dans la définition du statut de NEET diffèrent d'un pays à l'autre. Ainsi, si au départ ce concept s'appliquait uniquement aux jeunes âgés entre 16 et 18 ans (Furlong, 2007), l'Union européenne l'a étendu aux jeunes âgés entre 15 et 24 ans et le Japon aux 15-34 ans. De plus, si les pays européens définissent les NEETs comme les jeunes qui sont au chômage ou inactif, au sens de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), tout en étant en dehors de tout système d'éducation ou de formation, au Japon une restriction supplémentaire est apportée puisque les femmes et les hommes au foyer sont exclus du statut de NEET.

Pour étudier les NEETs, nous utilisons les données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* qui a été réalisée, entre octobre 2014 et juin 2015, par le LISER, en collaboration avec l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, pour le compte du Service National de la Jeunesse. Cette enquête a été menée en face à face auprès d'un échantillon de jeunes résidents couverts, soit en leur nom propre soit en tant que co-assuré, par le système de sécurité sociale luxembourgeois et qui étaient âgés entre 17 et 24 ans en mars 2014. De ce fait, les fonctionnaires internationaux et les enfants de fonctionnaires internationaux sont exclus du champ de l'enquête. C'est également le cas des jeunes sans-abris. Ces exclusions constituent une limite de la présente étude. Au total, 7 430 jeunes ont été contactés, le taux de réponse est de 35%.

A partir des données de cette enquête, est défini comme NEET un jeune qui déclare n'être, au moment de l'enquête, ni en éducation, ni en emploi ni en formation et qui n'était ni élève, ni apprenti, ni étudiant au cours des quatre semaines qui ont précédé l'enquête.

1.1. Une population hétérogène eu égard à ses caractéristiques

Il est difficile d'établir un portrait type des NEETs du fait de l'hétérogénéité des jeunes qui composent cette population. Comme le montre le tableau 1, le statut de NEET concerne à la fois les hommes et les femmes (59% des NEETs sont des hommes et 41% des femmes), les jeunes issus de l'immigration et les jeunes nés ainsi que leurs parents au Luxembourg ou encore ceux provenant de milieux sociaux défavorisés comme favorisés. Néanmoins, lorsque l'on compare cette population avec celle des autres jeunes, on constate que les NEETs sont proportionnellement plus nombreux à être des hommes (59% contre 50%), des immigrés de première génération (32% contre 23%) et à avoir des parents dotés d'un faible niveau d'éducation (45% contre 30%).

Les conditions de vie des NEETs varient également. Ainsi, si 83% des NEETs vivent chez leur parent (51% chez leurs deux parents et 32% dans une famille monoparentale ou recomposée) et si 10% vivent sans leur parent dans un logement non précaire, 7% ont des conditions de vie beaucoup moins stables car ils vivent chez une connaissance ou dans une institution.

Tableau 1 : Portrait sociodémographique des NEETs et des non NEETs au Luxembourg

	NEETs	Non NEETs
Part	14% ²	86%
Homme	59%	50%***
A au moins un enfant	10%	3%***
Origine migratoire :		
Né au Luxembourg ainsi que ses parents	39%	52%***
Seconde génération	27%	24%
Première génération	32%	23%***
Absence d'information	2%	1%
Niveau d'éducation plus élevé des parents :		
Au plus secondaire inférieur	45%	30%***
Secondaire supérieur	37%	43%**
Post-secondaire	10%	24%***
Absence d'information	8%	3%***
Mode d'hébergement :		
Vit avec ses deux parents	51%	67%***
Vit dans une famille monoparentale ou recomposée	32%	21%***
Vit sans ses parents dans un logement non précaire	10%	8,5%
Vit sans ses parents dans un logement précaire (chez un ami, une connaissance, dans une institution)	7%	3,5%***

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

*** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

1.2. Une population hétérogène eu égard à sa vulnérabilité

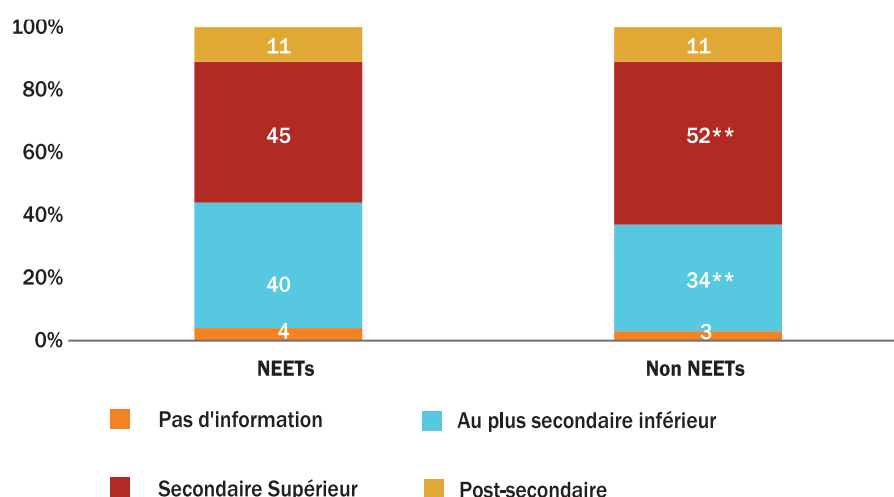
Le concept de NEET, selon que l'on adopte une approche économique ou sociologique, renvoie à deux formes de vulnérabilité.

La première forme de vulnérabilité est celle qui se manifeste sur le **marché du travail**. En effet, par définition, un NEET est vulnérable sur le marché du travail car il n'acquiert pas de capital humain par les voies traditionnelles de socialisation que sont l'éducation, la formation ou l'emploi. Cette non accumulation de capital humain, en fonction du temps passé dans le statut de NEET, peut avoir pour conséquence de diminuer son employabilité et, donc, ses chances d'accéder à un emploi. Toutefois, comme nous allons le voir à travers l'étude de plusieurs critères, les NEETs n'ont pas tous un faible niveau d'employabilité.

² Compte tenu des différences de champs, l'estimation du taux de NEET issue de l'Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail diffère de celle de l'Enquête sur les forces de travail. Les lecteurs intéressés par cette différence peuvent se rapporter à la note de bas de page 13 de Zanardelli (2015, p.16).

- Le premier critère lié au marché du travail qui nous permet de juger, à partir des données de l'enquête, du degré d'employabilité des jeunes est leur niveau d'éducation. Les NEETs se distinguent des autres jeunes par un niveau d'éducation, en moyenne, plus faible : 40% des NEETs sont au mieux diplômés de l'enseignement secondaire inférieur contre 34% des jeunes n'ayant pas ce statut (cf. graphique 1). Toutefois, tous les NEETs n'ont pas un faible niveau d'éducation puisque 11% d'entre eux, comme des autres jeunes, sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Graphique 1 : Niveau d'éducation



Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

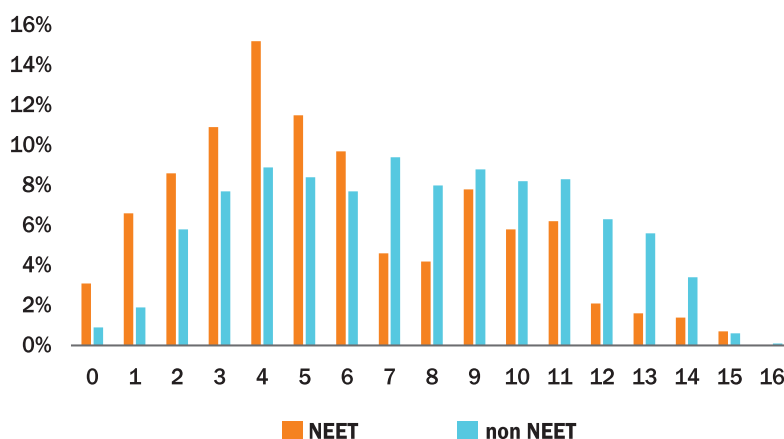
*** $p < 0,001$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

- Le deuxième critère lié au marché du travail porte sur leurs capacités cognitives. La littérature, notamment Heckman et al. (2006), a montré que les capacités cognitives sont de bons prédicteurs des succès que les individus connaissent sur le marché du travail. Afin de mesurer ces capacités, un test³ a été introduit dans le cadre de l'enquête. Les résultats montrent que les capacités cognitives et le niveau d'éducation sont, dans notre étude, faiblement corrélés⁴, justifiant ainsi que l'on s'intéresse à ces deux aspects. Conformément à ce que l'on pouvait attendre, les NEETs ont en moyenne des capacités cognitives plus faibles que les autres jeunes. En effet, si 50% des NEETs ont donné plus de 5 bonnes réponses aux 16 questions composant ce test, 50% des non NEETs ont donné plus de 7 bonnes réponses. Une plus forte hétérogénéité existe, néanmoins, parmi les NEETs : les capacités cognitives des NEETs suivent une distribution bimodale (révélant que les NEETs ne constituent pas une population homogène sur ce critère car plusieurs distributions de capacités cognitives se chevauchent et laissent entrevoir la coexistence de plusieurs groupes) alors que celles des autres jeunes suivent une distribution unimodale (cf. graphique 2). Ainsi, si certains NEETs ont de très faibles capacités cognitives, d'autres ont des capacités élevées qui les conduisent à ne pas se différencier des jeunes qui sont en éducation, en emploi ou en formation.

³ Le test mené a été mis au point par des psychologues dans le cadre du projet ICAR (International Cognitive Ability Resource) (Condon et Revelle, 2014). Ce test comporte 16 questions qui permettent d'évaluer le niveau de raisonnement verbal des jeunes étudiés.

⁴ La corrélation est de 0,19. A titre d'illustration, 44% des jeunes ayant de faibles capacités cognitives sont au plus diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et 5% sont diplômés de l'enseignement supérieur. 23% des jeunes ayant des capacités cognitives élevées sont diplômés de l'enseignement secondaire inférieur et 21% de l'enseignement supérieur.

Graphique 2 : Capacités cognitives de raisonnement verbal



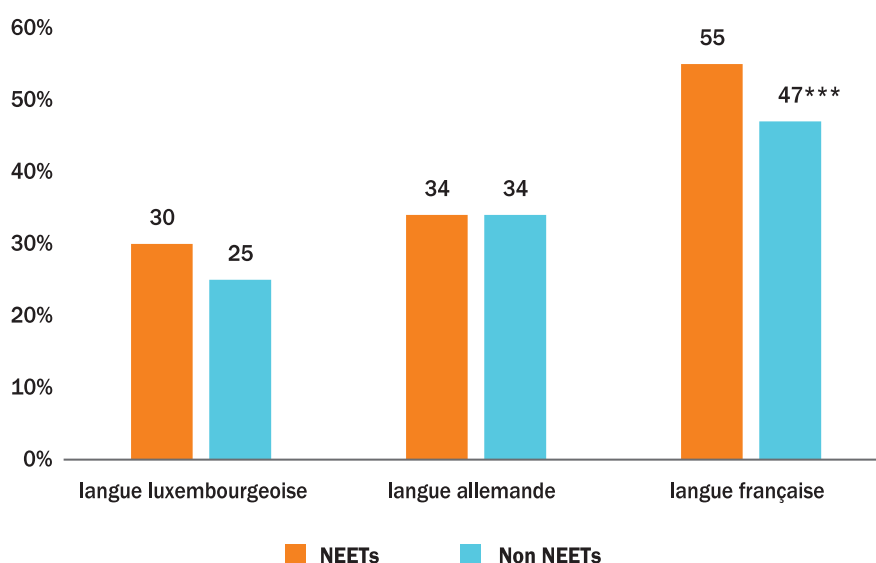
Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

Guide de lecture : 3% des NEETs étudiés n'ont donné aucune bonne réponse au test de capacités cognitives. A l'inverse, 1% ont donné 15 bonnes réponses sur 16.

- Le troisième critère lié au marché du travail porte sur les connaissances en langue et plus précisément sur la capacité à s'exprimer dans les langues officielles du pays. Ainsi, si certains NEETs rapportent avoir des difficultés pour s'exprimer dans l'une ou l'autre des trois langues officielles du pays, d'autres n'ont pas cette difficulté. 30% des NEETs rapportent avoir des difficultés pour s'exprimer en luxembourgeois, 34% en allemand et 55% en français (cf. graphique 3). Précisions que si une même proportion de NEETs que des autres jeunes rapporte avoir des difficultés pour parler luxembourgeois ou allemand, ils sont proportionnellement plus nombreux à éprouver des difficultés en langue française (55% contre 47%). Au final, 16% des NEETs déclarent avoir des difficultés pour s'exprimer dans ces trois langues contre 9% des jeunes n'ayant pas ce statut.

Graphique 3 : Difficultés à s'exprimer dans les langues officielles du pays



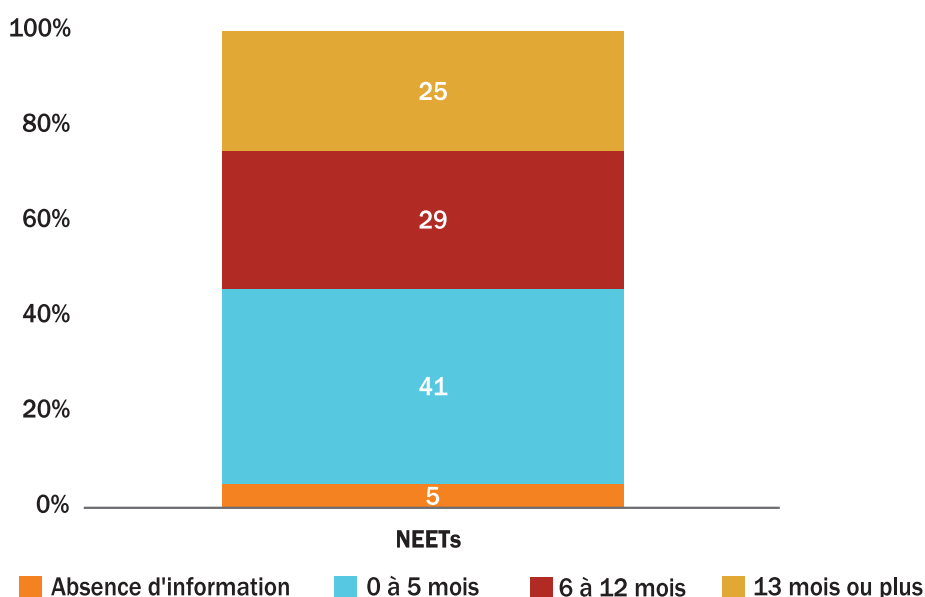
Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$.

- Enfin, le quatrième critère lié au marché du travail a trait au temps passé dans ce statut : plus les NEETs restent longtemps dans ce statut, plus leur capital humain se déprécie et plus difficile sera leur insertion sur le marché du travail. Les données de l'enquête permettent de connaître la durée de l'épisode actuel de NEET. Ce faisant, on constate que 41% des NEETs déclarent être dans ce statut depuis moins de 6 mois, 29% entre 6 mois et 1 an et 25% depuis plus d'un an⁵ (cf. graphique 4). La troisième section de ce rapport en s'intéressant aux trajectoires des NEETs permettra d'aller plus loin en tenant compte, notamment, de la récurrence du statut.

Graphique 4 : Durée de l'épisode actuel de NEET



Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois qui déclarent être NEET au moment de l'enquête (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

L'éloignement des NEETs au marché du travail peut être approximé par le cumul de ces critères. En effet, plus les jeunes cumulent des handicaps, plus leur insertion sur le marché du travail risque d'être difficile. Ce faisant, on constate que 30% des NEETs ne rencontrent aucune des difficultés étudiées (à savoir : avoir un faible niveau d'éducation (au plus secondaire inférieur), avoir de faibles capacités cognitives, avoir des difficultés à s'exprimer dans les trois langues officielles du pays et être NEET depuis plus d'un an). De ce fait, ces jeunes, eu égard aux critères analysés, devraient pouvoir parvenir à s'insérer sur le marché du travail. A l'opposé, 14% cumulent au moins trois difficultés. Pour eux, des mesures de formation (pour acquérir une qualification, un diplôme ou améliorer leurs connaissances en langues) semblent être un minimum requis pour leur permettre de s'insérer sur le marché. Toutefois, pour certains d'entre eux, ces mesures risquent d'être insuffisantes, leur insertion ne pouvant se faire que via des emplois subventionnés. L'analyse typologique menée dans la deuxième section permettra d'approfondir ces réflexions.

La seconde forme de vulnérabilité est **sociale**. Les NEETs encourent, en effet, un risque d'exclusion sociale du fait, d'une part, de leur non-participation aux formes traditionnelles de socialisation que sont l'école, la formation et l'emploi et, d'autre part, de l'insuffisance de revenus qui peut les empêcher de participer à des activités ou de consommer (Eurofound, 2012). Afin d'étudier

⁵ Nous ne disposons pas de cette information pour 5% des NEETs.

l'éloignement des NEETs à la société, à partir des données de l'enquête, plusieurs critères peuvent être utilisés.

- Le premier critère social porte sur les liens que les jeunes entretiennent avec leur entourage. Ces liens, s'ils sont positifs, constituent des remparts face au risque d'exclusion sociale et peuvent contribuer à aider les NEETs à quitter ce statut. Ces liens peuvent provenir du cercle familial mais aussi d'un cercle plus élargi. Globalement, les NEETs rapportent bénéficier d'un moindre support social que les autres jeunes. Des disparités existent, toutefois, parmi eux. Ainsi, lorsque l'on s'intéresse aux liens familiaux, on constate que si 51% des NEETs rapportent très bien s'entendre avec leurs parents, 3% déclarent ne pas s'entendre avec eux (ces parts sont respectivement de 61% et de 1% pour les jeunes n'ayant pas ce statut) (cf. tableau 2). En outre, 34% des NEETs ne bénéficient pas de l'aide financière de leurs parents. Lorsque l'on s'intéresse aux liens venant d'un cercle élargi, on constate que si 73% des NEETs sont certains de pouvoir bénéficier de l'aide (psychologique ou financière) de leur entourage (hors personnes vivant dans leur ménage), 14% pensent qu'ils pourraient peut-être en bénéficier et 13% qu'ils ne pourraient pas en bénéficier (ces parts sont respectivement de 84%, 11% et 5% pour les non NEETs).

Tableau 2 : Liens avec l'entourage

	NEETs	Non NEETs
Aide financière de la part des parents :		
Reçoit l'aide financière des parents	65%	70%*
Ne reçoit pas l'aide financière des parents	34%	29%*
Absence d'information	1%	1%
Entente avec les parents :		
Très bonne entente	51%	61%***
Assez bonne entente	34%	32%
Ni bonne, ni mauvaise	11%	5%***
Mauvaise	3%	1%***
Absence d'information	1%	1%
Possibilité de bénéficier d'une aide de la part de l'entourage :		
Aide certaine	73%	84%***
Aide probable	14%	11%
Absence d'aide	13%	5%***

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

***p<0,001 ; **p<0,05, *p<0,1.

- Le deuxième critère social tient à la capacité des jeunes à pouvoir participer à la vie sociale à travers des actes de consommation. Le fait que les NEETs ne disposent pas de revenus professionnels peut les éloigner de la société car comme l'écrivent les auteurs du rapport Eurofound (2012), les barrières monétaires à la participation à la société peuvent conduire les jeunes à se détourner de cette dernière. Toutefois, à l'absence de revenus professionnels peut se substituer des indemnités chômage, des allocations ou le soutien financier des parents. Si une large majorité des NEETs déclare ne pas souffrir de déprivation matérielle, ils sont, toutefois, proportionnellement plus nombreux que les autres jeunes à être touchés par ce phénomène. Ils sont ainsi 14% à rapporter ne pas avoir de moyens financiers suffisants pour remplacer des vêtements usés par des vêtements neufs (contre 2% des non NEETs), 12% pour manger à l'extérieur (contre 1% des non NEETs) et 20% pour dépenser une petite somme d'argent chaque semaine sans avoir à demander l'autorisation à quelqu'un (contre 3% des non NEETs) (cf. tableau 3).

Tableau 3 : Déprivation matérielle

	NEETs	Non NEETs
Absence de moyens pour remplacer des vêtements usés par des vêtements neufs	14%	2%***
Absence de moyens pour consulter un dentiste ou un médecin alors qu'ils en avaient besoin	5%	1,5%***
Absence de moyens pour dépenser une petite somme d'argent chaque semaine sans avoir à demander l'autorisation à quelqu'un	20%	3%***
Absence de moyens pour manger à l'extérieur	12%	1%***

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

- Le troisième critère social porte sur la confiance que les NEETs accordent aux différentes institutions. Ce manque de confiance peut détourner les jeunes de leurs devoirs civiques et/ou les conduire à s'éloigner de la société. Eurofound (2012) souligne que les NEETs expriment, en moyenne, une moindre confiance institutionnelle que les autres jeunes. Ce résultat se retrouve dans notre étude pour le système politique, policier et judiciaire, mais pas pour le système d'enseignement. Là encore, si certains NEETs semblent être à la marge car ils éprouvent de la défiance envers les institutions, d'autres semblent fortement attachés à la société. En effet, 23% des NEETs rapportent avoir aucune ou une faible confiance dans les 4 systèmes institutionnels du pays que sont le système politique, judiciaire, policier et d'enseignement (12% chez les non NEETs), alors que 47% rapportent avoir une grande confiance dans toutes ces institutions (53% chez les non NEETs).

Tableau 4 : Niveau de confiance dans les institutions

	NEETs	Non NEETs
Niveau de confiance dans le système politique :		
Pas ou peu de confiance (0 à 3)	40%	25%***
Confiance moyenne (4 à 6)	36%	47%***
Grande confiance (7 à 10)	12%	19%***
Absence d'information	12%	9%**
Niveau de confiance dans la police :		
Pas ou peu de confiance (0 à 3)	22%	11%***
Confiance moyenne (4 à 6)	26,5%	35%***
Grande confiance (7 à 10)	46,5%	52%*
Absence d'information	5%	2%**
Niveau de confiance dans le système judiciaire :		
Pas ou peu de confiance (0 à 3)	18%	12%***
Confiance moyenne (4 à 6)	36%	37%
Grande confiance (7 à 10)	34%	43%***
Absence d'information	12%	8%***
Niveau de confiance dans le système d'enseignement :		
Pas ou peu de confiance (0 à 3)	15%	12%
Confiance moyenne (4 à 6)	32%	36%
Grande confiance (7 à 10)	48%	49%
Absence d'information	5%	3%*

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

- Le quatrième critère social tient aux comportements déviants que les jeunes peuvent adopter. Les NEETs sont proportionnellement plus nombreux que les autres à rapporter avoir des comportements déviants. Ainsi, 14% des NEETs déclarent avoir consommé du cannabis ou de la drogue au cours des 30 derniers jours contre 10% des autres jeunes et 14%, contre 8%, rapportent être connus des forces de l'ordre (cf. tableau 5).

Tableau 5 : Comportements déviants

	NEETs	Non NEETs
Déclare avoir consommé du cannabis ou de la drogue au cours des 30 derniers jours	14%	10%**
Déclare être connu des forces de l'ordre	14%	8%***

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois (sans-abris exclus).

Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

*** $p < 0,001$; ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Près d'un NEET sur quatre ne souffre pas de déprivation matérielle, n'adopte aucun comportement déviant, ne manifeste pas de la défiance envers les institutions étudiées et n'est pas isolé de sa famille et de son entourage personnel. D'autres NEETs rencontrent l'un ou l'autre de ces critères sans que l'on puisse, pour autant, dire qu'ils soient vulnérables socialement. Enfin, pour d'autres la vulnérabilité sociale semble plus manifeste puisqu'ils sont concernés par plusieurs critères. Ainsi, environ 6% des NEETs cumulent plus de la moitié des critères étudiés de vulnérabilité sociale.

L'analyse typologique, réalisée dans la deuxième section de ce rapport, permettra d'aller plus loin dans l'analyse en étudiant les liens entre, d'une part, les différentes formes de vulnérabilité sociale et, d'autre part, la vulnérabilité sociale et la vulnérabilité sur le marché du travail. On sera, ainsi, à même de donner une estimation de la part de NEETs qui cumulent ces deux formes de vulnérabilité.

1.3. Une population hétérogène eu égard aux mesures plébiscitées pour sortir du statut de NEET

Lorsque l'on demande aux jeunes NEETs de choisir parmi une liste, l'élément qui les aiderait le plus à obtenir un emploi, une formation ou à retourner aux études, on est frappé par la diversité de leur choix. En effet, parmi la liste proposée, l'élément le plus fréquemment cité ne l'est que par un jeune NEET sur quatre. Cette diversité soutient l'idée qu'une politique uniforme ne peut être menée pour lutter efficacement contre le phénomène de NEET, mais que des politiques spécifiques doivent être mises en place. Quand on s'intéresse aux réponses données, on constate que la réponse la plus fréquemment citée (cf. tableau 6) est de bénéficier de conseils pour postuler à un emploi ou à une formation. Viennent, ensuite, le fait de stimuler leur confiance en eux (15%), de disposer d'informations claires sur les opportunités d'éducation et de formation (14%) et de stimuler leur motivation (14%). Il est intéressant de noter que 10% des NEETs rapportent que rien ne les aiderait à sortir de ce statut. Cette réponse peut traduire, sans que l'on soit en mesure de les distinguer, deux sentiments, soit un certain fatalisme, soit une volonté de rester dans ce statut. 6% des NEETs proposent d'autres solutions, parmi celles-ci, le développement des ateliers protégés et l'augmentation de l'offre de postes d'apprentissage reviennent à plusieurs reprises.

Tableau 6 : Élément le plus important, selon les jeunes NEETs, qui les aiderait à obtenir un emploi, une formation ou à retourner aux études

Bénéficier de conseils pour postuler à un emploi ou à une formation	24%
Stimuler votre confiance en vous	15%
Avoir des informations claires sur les opportunités d'éducation et de formation	14%
Stimuler votre motivation	14%
Rien du tout	10%
Autre	6%
De meilleures compétences linguistiques, en mathématiques ou en informatiques	6%
Bénéficier d'aide pour apprendre le luxembourgeois car ce n'est pas votre langue maternelle	5%
Avoir la garantie de ne pas perdre les aides financières dont vous bénéficiez	3%
Bénéficier d'aide pour s'occuper de vos enfants ou des personnes dont vous devez vous occuper	3%

Champ : Jeunes résidents âgés entre 17 et 24 ans, en mars 2014, couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois qui déclarent être NEET au moment de l'enquête (sans-abris exclus). Pour 8% des NEETs étudiés cette information est manquante.
Source : Enquête Situation des Jeunes sur le marché du travail, octobre 2014-juin 2015, Service National de la Jeunesse et LISER.

En résumé, les NEETs au Luxembourg, comme c'est le cas dans les autres pays, forment une population hétérogène de par leurs caractéristiques sociodémographiques. Les données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* permettent d'aller plus loin dans l'étude de l'hétérogénéité de cette population en montrant, à travers plusieurs critères, la diversité de leur situation en matière de vulnérabilité sur le marché du travail et de vulnérabilité sociale. L'hétérogénéité des NEETs se perçoit également à travers la diversité des mesures qui selon eux pourraient les aider à sortir de ce statut. Compte tenu de l'hétérogénéité de cette population, il convient de la désagréger afin d'identifier les problèmes auxquels sont confrontés les différents groupes de NEETs.

2. Classification des NEETs

Avant de présenter la typologie des NEETs à laquelle nous sommes parvenus, il est utile de présenter les différentes catégories de NEETs identifiées dans la littérature.

2.1. Les catégories de NEETs identifiées dans la littérature

Le concept de NEET est souvent critiqué dans la littérature du fait de son hétérogénéité. Cette hétérogénéité conduit, d'ailleurs, certains auteurs à s'écarter de la définition officielle pour en utiliser une autre qui exclut certaines situations. Les exclusions réalisées, tour à tour, dans la littérature mettent en avant quatre critères sur la base desquels les NEETs sont dissociés. Un premier critère porte sur la disponibilité à travailler, étudier ou suivre une formation. Certains NEETs sont, en effet, empêchés de mener de telles activités en raison, par exemple de charges familiales ou de problème de santé (NEETs indisponibles) alors que d'autres ont la possibilité de s'y adonner (NEETs disponibles). Un deuxième critère porte sur l'activité. Maguire et Rennison (2005) distinguent les NEETs qui sont à la recherche d'un emploi, qualifiés de NEETs actifs, des NEETs inactifs qui ne font pas une telle démarche. Navarette (2011) élargit ce critère en considérant que les NEETs actifs sont les jeunes à la recherche d'un emploi, mais aussi ceux cherchant à retourner aux études ou à trouver une formation. Un troisième critère porte sur la vulnérabilité sociale des jeunes (NEETs vulnérables versus non vulnérables) car comme le souligne Furlong (2007), certains jeunes NEETs « sont extrêmement désavantagés alors que d'autres sont capables de faire des choix ». Enfin, un dernier critère porte sur le caractère transitoire ou non du statut de NEET. De nombreuses études, à l'instar de celle de Bynner et Parsons (2002) ou Duckworth et Schoon (2012), distinguent ainsi les jeunes NEETs en situation de transition, qui ont passé moins de six mois dans ce statut, des jeunes installés plus durablement dans ce statut.

15

D'autres études vont plus loin que ces critères d'opposition, en proposant des typologies construites de façon théorique ou issues de l'exploitation de données. Eurofound (2012) a ainsi établi une typologie théorique des NEETs en cinq catégories :

- les chômeurs
- les indisponibles : jeunes ayant une charge familiale ou souffrant de problème de santé
- les désengagés : jeunes ne cherchant pas un emploi ou une formation
- les jeunes en attente de trouver un emploi ou une formation correspondant à leurs attentes
- les jeunes engagés dans d'autres activités que l'éducation, la formation ou l'emploi (voyage, bénévolat, ...)

Cette typologie ne pouvant pas, faute de données, être chiffrée, Eurofound (2016) a récemment proposé une typologie alternative, plus précise, qui a l'avantage de pouvoir être confrontée aux données de l'Enquête européenne sur les forces de travail. Cette typologie est constituée de 8 groupes :

- les chômeurs de court-terme : jeunes qui sont au chômage depuis moins d'un an et qui recherchent un emploi tout en étant disponibles pour travailler
- les chômeurs de long-terme : jeunes qui sont au chômage depuis plus d'un an et qui recherchent un emploi tout en étant disponibles pour travailler
- les réentrants : jeunes qui vont bientôt réintégrer l'emploi, l'éducation ou la formation
- les jeunes indisponibles pour raison de santé ou de handicap : jeunes qui ne recherchent pas d'emploi ou qui ne sont pas disponibles pour travailler en raison de leur état de santé

- les jeunes indisponibles du fait de responsabilités familiales : jeunes qui ne recherchent pas d'emploi ou qui ne sont pas disponibles pour travailler en raison de leur charge familiale
- les travailleurs découragés : jeunes qui ont arrêté de chercher un emploi car ils pensent qu'ils n'auront pas l'opportunité d'en trouver un
- les autres inactifs

Eurofound (2016) a chiffré la part que ces différents groupes représentent dans chaque pays de l'Union ; ces chiffres sont retranscrits pour le Luxembourg et pour l'Union européenne des 28 dans le tableau 7. Il ressort de leur étude que le Luxembourg, à l'instar d'autres pays comme l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, ou encore la France, se caractérise par un plus faible taux de NEET, que la moyenne européenne, et une plus faible part de chômeurs de long terme et de travailleurs découragés parmi la population des NEETs. A l'inverse, il enregistre une part plus élevée de NEET chômeurs de court terme ou de réentrants, groupes qui sont, comme le note Eurofound, « plus proches du marché du travail ou moins vulnérables ».

Tableau 7 : Taux de NEET et composition de la population de NEET âgée de 15 à 24 ans (2013)

	Luxembourg	UE28
Réentrant	29,9%	7,8%
Chômeurs de court terme	37,1%	29,8%
Chômeurs de long terme	12,5%	22,0%
Jeunes indisponibles pour raison de santé ou de handicap	2,6%	6,8%
Jeunes indisponibles du fait de responsabilités familiales	8,2%	15,4%
Travailleurs découragés	0,1%	5,8%
Autres inactifs	9,7%	12,5%

Source : Extrait de Eurofound (2016, p.36)

Dans le cadre du Rapport national sur la jeunesse (2015), l'Université du Luxembourg propose une autre partition des NEETs au Luxembourg qui compte quatre catégories. Ces catégories, identifiées théoriquement, ont pu être chiffrées à partir des données du recensement de 2011. Ces catégories sont :

- les chômeurs (54% des NEETs âgés entre 15 et 24 ans qui résident au Luxembourg)
- les femmes ou les hommes au foyer (8% de cette population)
- les jeunes en année sabbatique, qui s'adonnent au bénévolat, qui suivent des formations informelles (0% de cette population)
- les jeunes qui sont dans une autre situation (38% de cette population)

Ces trois typologies théoriques sont intéressantes et permettent d'améliorer les connaissances disponibles sur les NEETs. Toutefois, elles sont principalement axées sur la situation des NEETs sur le marché du travail et prennent peu ou pas en compte la dimension sociale du phénomène. En outre, elles laissent peu entrevoir quelles sont les difficultés ayant conduit les différents groupes de jeunes à ce statut. Enfin, elles ne permettent pas, ou ne permettent pas pour certains sous-groupes qu'elles proposent, de distinguer les jeunes en fonction de leur degré de

vulnérabilité. Par exemple, comme le mentionne Eurofound (2016) dans son rapport, le groupe de jeunes femmes indisponibles du fait de responsabilités familiales cache en son sein des jeunes vulnérables (car, par exemple, elles ne peuvent financer la garde de leur enfant) et non vulnérables (car elles ont volontairement choisi de garder leur enfant).

D'autres typologies, à notre connaissance peu nombreuses, ne sont pas définies a priori mais sont issues de l'exploitation de données. On peut, par exemple, citer la typologie menée par Tamesberger et Bacher (2014) qui a été réalisée à partir de données autrichiennes. Leur typologie, basée principalement sur les caractéristiques sociodémographiques des NEETs et les raisons les ayant conduits à ce statut, aboutit à une partition en sept catégories des NEETs résidant en Autriche :

- les jeunes chômeurs décrocheurs (23% des NEETs autrichiens)
- les titulaires d'un diplôme d'apprentissage vivant en zone rurale (19%)
- les chômeurs plus âgés (20-24 ans) (18%)
- les diplômés en situation de transition (11%)
- les jeunes mères issues de l'immigration (14%)
- les jeunes mères non issues de l'immigration (9%)
- les jeunes femmes mariées issues de l'immigration (6%)

La typologie présentée pour le Luxembourg, dans le paragraphe suivant, va plus loin que ces typologies puisqu'elle tient compte à la fois de l'éloignement des NEETs vis-à-vis du marché du travail et de la société.

2.2 Les groupes de NEETs identifiés au Luxembourg

La réalisation d'une typologie (cf. encadré 2), sur la base des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail*, met en exergue huit groupes de NEETs au Luxembourg. Pour chacun des groupes identifiés, des pistes de réflexions sur les politiques publiques susceptibles de pouvoir aider les jeunes à sortir du statut de NEET seront émises.

Encadré 2 :

Typologie des NEETs au Luxembourg

Afin d'identifier les sous-groupes de NEETs au Luxembourg, une classification ascendante hiérarchique (CAH), basée sur la distance de Ward, est réalisée à la suite d'une analyse factorielle en correspondance multiple (AFCM). Cette analyse est menée à partir de 18 variables actives qui vont permettre de définir les groupes de NEETs. Ces variables rendent compte de :

- la disponibilité des jeunes à chercher un emploi, se former ou étudier (présence au moins d'un enfant à charge, problème de santé limitant les activités)
- leur vulnérabilité :
 - matérielle grâce à quatre critères de déprivation (incapacité de remplacer des vêtements usés, de dépenser de l'argent pour couvrir ses besoins personnels ou se faire plaisir, de manger à l'extérieur, de se soigner)
 - sociale à travers l'isolement du jeune (absence de support de la part de l'entourage, non-participation à des activités bénévoles, artistiques ou sportives) et son éloignement vis-à-vis de la société (degré de confiance dans les institutions et adoption de comportements déviants)
 - familiale mesurée par le degré d'entente avec les parents et l'aide financière dont ils peuvent bénéficier de leur part en cas de besoin
 - éducative mesurée par le niveau de diplôme
- leur motivation à travailler, retourner aux études ou trouver une formation mesurée grâce à leur souhait de le faire mais aussi par le nombre de canaux de recherche d'emploi que le jeune mobilise.

D'autres variables, dites supplémentaires, sont utilisées dans la typologie. Ces variables permettront de savoir si à certains groupes de NEETs sont associées des caractéristiques sociodémographiques.

Le tableau de résultat est présenté en annexe 1, en raison de données manquantes, l'analyse a pu être menée sur 565 observations.

a. NEETs souffrant de problème de santé (G1)

Ce groupe, qui représente 7% des NEETs, est composé principalement de jeunes qui souffrent de **problèmes de santé** limitant leur activité. Ces jeunes, malgré leur origine sociale privilégiée, leurs **capacités cognitives élevées** et leur **bonne maîtrise des langues officielles du pays** (en particulier l'allemand et le luxembourgeois), ont un **faible niveau d'éducation**. Un sentiment de mal-être à l'école a marqué leur scolarité. En effet, la majorité des membres de ce groupe rapporte **avoir été victime d'agressions, de violences ou de harcèlements durant leur scolarité**. Il n'est, donc, pas surprenant qu'ils se soient retrouvés à un moment donné de leur scolarité en situation de décrochage. En dépit de leurs problèmes de santé⁶, ces jeunes recherchent un emploi, ils déclarent, d'ailleurs, répondre à de nombreuses offres d'emploi. En outre, ils rapportent, dans une même proportion que les autres NEETs, à savoir 53%⁷, rechercher un emploi tout en étant inscrit à l'ADEM. Toutefois, seule la moitié d'entre eux a déjà passé un entretien d'embauche. Leur problème de santé explique sans doute pourquoi les membres de ce groupe accepteraient uniquement certains emplois. En particulier, ils refuseraient un emploi éloigné de leur domicile et un emploi ne correspondant pas à leur qualification.

Ces jeunes sont majoritairement nés au Luxembourg ainsi que leurs parents et sont âgés entre 20 et 21 ans.

⁶ 63% des membres de ce groupe déclarent souffrir d'une maladie chronique. En outre, ils sont 34% à rapporter souffrir d'un handicap physique et 10% d'un handicap mental.

⁷ Zanardelli (2015), à partir de données administratives, montrent que 42% des jeunes âgés entre 18 et 24 ans qui sont NEETs en mars 2013 sont inscrits à l'ADEM. Les chiffres issus de l'Enquête ont tendance à surestimer cette part sans doute en raison d'un biais de désirabilité sociale, les jeunes pouvant être réticent à déclarer ne pas être inscrits auprès de l'ADEM.

Les caractéristiques de ce groupe laissent à penser que, pour certains d'entre eux, le statut de NEET aurait pu être évité par la mise en place de politiques publiques visant à mieux prendre en compte, dans le milieu scolaire, les différences liées au handicap ou à la maladie. En effet, si la problématique de bien-être à l'école concerne tous les élèves, ce groupe mérite une attention particulière. En ce sens, il pourrait être utile de chercher à identifier les élèves malades ou ayant un handicap afin de leur proposer des programmes visant à favoriser leur insertion dans le milieu scolaire. Pour d'autres, de telles politiques ne seraient certainement pas suffisantes, leur insertion sur le marché du travail ne pouvant passer que par des ateliers protégés⁸.

b. NEETs jeunes mères à faible capital humain (G2)

Ce groupe qui est composé de jeunes **mères** regroupe 5% des NEETs. En dépit de leur charge familiale, ces jeunes mères souhaitent retourner en études ou en formation et émettent le désir de travailler. D'ailleurs, elles déclarent actionner différents canaux⁹ pour trouver un emploi même si elles admettent n'avoir jamais répondu à une offre d'emploi. Leur charge familiale et le fait qu'elles n'aient pas, pour 65% d'entre-elles, le permis de conduire les contraignent à être sélectives dans leur recherche d'emploi. Elles déclarent, ainsi, qu'elles seraient amenées à refuser un emploi avec des horaires atypiques ou un emploi éloigné de leur domicile si de tels emplois leur étaient proposés.

Leur charge familiale et leur manque de mobilité ne sont, toutefois, pas les seuls facteurs susceptibles de porter atteinte à leur insertion sur le marché du travail puisque se greffe un **faible niveau d'employabilité**. En effet, ces jeunes mères ont un **faible niveau d'éducation** (la majorité d'entre-elles est en situation de décrochage scolaire), de **faibles capacités cognitives** et une **mauvaise maîtrise de la langue luxembourgeoise** (leurs parents et elles-mêmes sont nés à l'étranger). Leur faible niveau d'employabilité se répercute sur le niveau de salaire qu'elles sont prêtes à accepter, celui-ci étant plus faible que celui de l'ensemble des NEETs.

Côté conditions de vie, ces jeunes mères vivent pour les trois quarts d'entre elles avec un partenaire. Elles bénéficient de peu de support de leur entourage puisqu'elles ne savent pas si elles pourraient bénéficier d'aide en cas de besoin. En outre, elles ne bénéficient pas de l'aide financière de leurs parents. Si elles ne déclarent pas plus que les autres groupes souffrir de déprivation matérielle, elles sont, en revanche, plus nombreuses à rapporter vivre dans un logement précaire (chez un ami, dans une institution ou à la rue). C'est dans ce groupe que la part des jeunes déclarant percevoir le RMG est la plus élevée.

Les caractéristiques de ce groupe laissent à penser qu'une politique d'offre de garde¹⁰, bien que nécessaire et sollicitée par un membre de ce groupe sur trois pour les aider à sortir de ce statut, ne sera pas suffisante pour permettre leur insertion sur le marché du travail. En effet, ces jeunes mères pour accéder à l'emploi doivent au préalable suivre une formation professionnelle. Compte tenu de leurs faibles compétences linguistiques, bénéficier d'une formation en langue serait un facteur susceptible de favoriser leur insertion sur le marché du travail et leur insertion sociale.

c. NEETs par choix (G3)

Ce groupe, qui rassemble 6% des NEETs, est composé de jeunes qui sont volontairement dans ce statut. En effet, les jeunes de ce groupe déclarent, d'une part, **ne pas réaliser de démarches pour trouver un emploi**¹¹ et, d'autre part, qu'ils **déclineraient une proposition d'emploi** si elle leur était faite. Notons, toutefois, que près de la moitié des membres de ce groupe rapporte avoir

⁸ Le rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (2016) souligne qu'au Luxembourg le nombre de places en atelier protégé est insuffisant.

⁹ Elles rapportent dans une même proportion, que l'ensemble des NEETs, rechercher un emploi tout en étant inscrites à l'ADEM.

¹⁰ L'OCDE (2016) souligne que pour faciliter l'insertion sur le marché du travail ou le retour à l'éducation ou à la formation des jeunes mères en difficulté, il est important de leur offrir des services de garde à un tarif abordable mais aussi un service en dehors des heures de classe.

¹¹ En particulier, ils ne font pas de candidatures spontanées, ne répondent pas à des offres d'emploi et ne contactent pas d'agence d'intérim. Ils sont également proportionnellement moins nombreux, que les autres NEETs, à déclarer rechercher un emploi tout en étant inscrit à l'ADEM (18%).

déjà travaillé. Ces jeunes semblent plus optimistes que ceux des autres groupes sur les chances qu'ont les NEETs de trouver un emploi puisque seulement 36% d'entre eux, contre 52%, pensent que les NEETs n'ont aucune chance de trouver un emploi. Bien que ces jeunes ne travaillent pas et qu'ils sont une majorité à déclarer ne pas bénéficier de l'aide financière de leurs parents, ils ne souffrent pas de déprivation matérielle. En effet, ils rapportent pouvoir remplacer des vêtements usés, manger à l'extérieur, dépenser une somme d'argent pour se faire plaisir et se soigner. Ces jeunes ne sont pas en marge de la société puisqu'ils ont confiance dans un bon nombre d'institutions, ont beaucoup d'amis et n'adoptent pas de comportements déviants.

Il s'agit principalement de jeunes femmes, âgées entre 18 et 21 ans, qui vivent avec leur partenaire et dont les parents ont un faible niveau d'éducation et ne sont pas nés au Luxembourg. Compte tenu de leurs caractéristiques, il semble que les membres de ce groupe ont fait le choix de se spécialiser dans la sphère domestique. D'ailleurs, 38% d'entre eux déclarent avoir au moins un enfant à charge.

d. NEETs démotivés en difficulté d'insertion (G4)

Contrairement au groupe précédent, les membres de ce groupe, qui rassemble 9% des NEETs, déclarent rechercher un emploi. Ils affirment, dans une même proportion que l'ensemble des NEETs étudiés, rechercher un emploi tout en étant inscrits à l'ADEM. Toutefois, ils font preuve d'une faible motivation dans leur recherche. En effet, les jeunes de ce groupe expriment plus souvent que les autres que stimuler leur motivation serait l'élément déterminant qui les aiderait à sortir de ce statut. Ce manque de motivation peut contribuer à expliquer leur statut de NEET, à moins qu'il soit la conséquence d'un découragement lié aux difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à un emploi. Ces jeunes ont, en effet, un **faible niveau d'employabilité**. En particulier, ils éprouvent des **difficultés pour s'exprimer en allemand et en français** et ont un **faible niveau d'éducation**. Précisons que c'est dans ce groupe que la part de décrocheurs scolaires est la plus élevée : 7 jeunes de ce groupe sur 10 sont des décrocheurs scolaires (c'est-à-dire qu'ils ont quitté l'école avec un niveau d'éducation inférieur au secondaire supérieur).

Les membres de ce groupe sont confrontés à des **conditions de vie difficiles** puisqu'ils rapportent ne pas avoir les moyens de remplacer des vêtements usés, de manger à l'extérieur ou de dépenser une petite somme d'argent pour se faire plaisir. Ces conditions de vie sont aggravées par le fait qu'ils ne sont pas certains de pouvoir bénéficier de l'aide de leur entourage en cas de besoin. Contrairement au groupe précédent, ce groupe est peu inséré socialement. Il exprime, en effet, en moyenne plus de **défiance envers les institutions** du pays et est plus **connu des forces de l'ordre** (32% des jeunes de ce groupe déclarent être connu des forces de l'ordre contre 3% des membres du groupe précédent).

Côté caractéristiques sociodémographiques, ces jeunes sont, principalement, âgés entre 18 et 19 ans, et sont issus d'un milieu relativement défavorisé (leurs parents étant au plus diplômés du secondaire inférieur).

En termes de politiques publiques, ce groupe semble avoir besoin d'un support social afin de les aider à sortir de la situation de déprivation matérielle dans laquelle ils se trouvent. Toutefois, ce support social doit être accompagné d'incitants les amenant à rechercher activement une formation, afin d'augmenter leur employabilité, et par la suite à rechercher un emploi. Néanmoins, compte tenu de la faible motivation de ces jeunes et des difficultés qu'ils rencontrent, il est difficile d'imaginer qu'ils soient capables de se réinsérer avec succès dans le système traditionnel d'éducation ou de formation. Ainsi, une phase préparatoire pourrait être nécessaire. Durant cette phase, des formes de formations alternatives comprenant une dimension d'accompagnement social, adaptée à leurs besoins, pourraient leur être proposées. Certains programmes de formation cités par l'OCDE (2016), dans son rapport, vont dans ce sens. L'OCDE recommande, par exemple, d'offrir aux jeunes en difficulté et éloignés de la scolarité des programmes de

formation de courte durée ou des programmes leur apportant une expérience professionnelle. Ces programmes permettent, en effet, aux jeunes de se familiariser avec les règles du marché du travail et d'accroître leur confiance en eux.

e. NEETs au comportement déviant (G5)

Ce groupe, qui recense 10% des NEETs, se caractérise par l'adoption de comportements déviants. En effet, les jeunes de ce groupe sont plus fréquemment **connus**, que ceux des autres groupes, **par les forces de l'ordre** et ils déclarent plus souvent **consommer du cannabis ou de la drogue**. A leur comportement déviant se greffe un éloignement vis-à-vis de la société qui se manifeste par une moindre confiance, par rapport aux autres groupes, dans les différentes institutions du pays. Ils rapportent également plus souvent que les autres ne pas avoir été sérieux dans le cadre de leurs études, ce manque de sérieux les a conduit à redoubler un peu plus fréquemment. Malgré cela, ces jeunes ont un degré d'**employabilité élevé** (ils n'éprouvent pas de difficultés pour s'exprimer dans les langues officielles et ont, en moyenne, de bonnes capacités cognitives) et mènent une recherche d'emploi active en actionnant différents canaux. En particulier, ils déclarent, plus que la moyenne, rechercher un emploi tout en étant inscrit à l'ADEM (67%) et solliciter les mesures pour l'emploi. Leur recherche d'emploi ne les a, toutefois, jamais conduits à passer un entretien d'embauche. Ils déclarent plus souvent que les autres qu'un salaire trop faible ou l'absence de perspectives professionnelles les conduiraient à refuser un emploi.

Côté caractéristiques sociodémographiques, ce groupe est composé principalement de jeunes hommes nés au Luxembourg issus d'un milieu favorisé (leurs parents étant diplômés de l'enseignement supérieur). Leur comportement déviant explique sans doute pourquoi ils entretiennent des relations difficiles avec leurs parents à moins que leurs problèmes comportementaux soient la conséquence de cette mésentente. La majorité d'entre eux vit, toutefois, avec leurs deux parents, 22% ont néanmoins un mode de logement précaire (chez une connaissance, dans une institution). Les membres de ce groupe ne rapportent pas plus que l'ensemble des NEETs souffrir de déprivation matérielle.

En termes de politiques, il apparaît qu'une politique de santé publique préventive, à destination des adolescents et/ou des parents, et de lutte contre les accoutumances pourrait aider ces jeunes, dotés d'un degré d'employabilité relativement élevé, à sortir du statut de NEET. En effet, que le phénomène d'addiction soit la cause ou la conséquence du statut de NEET, l'addiction entrave les chances qu'ont les jeunes de s'insérer durablement sur le marché du travail. Néanmoins, en aval un encadrement spécifique des jeunes de ce groupe, prenant en compte leur addiction, pourrait être proposé.

f. NEETs menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion (G6)

Ce groupe, qui représente 5% des NEETs, se caractérise à la fois par un **faible niveau d'employabilité** et une **faible insertion sociale**. Leur faible employabilité se manifeste, en particulier, par leurs **difficultés à s'exprimer en luxembourgeois et en français**. Les membres de ce groupe émettent le souhait de retourner aux études ou de suivre une formation. D'ailleurs, 26% des membres de ce groupe déclarent que bénéficier d'aide pour apprendre le luxembourgeois est l'élément le plus important qui leur permettrait de sortir de leur statut. Pour 38%, il s'agit de bénéficier de conseils pour postuler à un emploi ou à une formation. Malgré leur faible employabilité, les jeunes de ce groupe ont pour près de la moitié d'entre eux déjà exercé un emploi et déclarent également avoir déjà travaillé au noir. Ils déclarent, plus que la moyenne, rechercher un emploi tout en étant inscrit à l'ADEM (81%) et recourir à des canaux diversifiés (candidatures spontanées, réponse à des offres d'emploi, agence intérimaire et mesures pour l'emploi) qu'ils mobilisent à de nombreuses

reprises. Ces jeunes sont prêts à accepter tout emploi qui leur serait proposé. Ainsi, le fait d'avoir un salaire trop bas, un contrat de travail précaire ou encore un manque de perspectives professionnelles ne sont pas des critères rédhibitoires pour que ces jeunes refusent un emploi. Leur salaire de réserve est, d'ailleurs, en moyenne plus faible que celui des autres groupes ce qui peut s'expliquer par leur faible degré d'employabilité mais aussi par leurs conditions de vie. En effet, **les conditions matérielles dans lesquelles ces jeunes vivent sont difficiles** puisqu'ils déclarent ne pas pouvoir dépenser une petite somme d'argent pour se faire plaisir et surtout ne pas pouvoir se soigner faute de moyens suffisants. A cette déprivation matérielle se greffe un faible support de leur entourage et, pour certains, une consommation de drogue ou de cannabis.

Côté caractéristiques sociodémographiques, les jeunes de ce groupe sont principalement des hommes, âgés entre 20 et 23 ans, qui vivent dans une famille monoparentale ou recomposée et dont les parents ont un faible niveau d'éducation. Ils rapportent, en moyenne, être moins satisfaits de leur vie que les autres groupes. La moitié d'entre eux sont originaires du Luxembourg.

En termes de politiques publiques, il semblerait que ces jeunes gagneraient à bénéficier d'une action sociale et de politique de formation. On peut, par exemple, penser aux mesures proposées aux jeunes en difficulté par le SNJ ou aux programmes mis en œuvre par l'ADEM dans le cadre de la Garantie pour la jeunesse. Des programmes du type école de la 2^e chance, recommandés par l'OCDE (2016), pourraient également correspondre à leurs besoins. Ces programmes permettent à leurs bénéficiaires de rattraper leur retard dans l'acquisition de compétence de base et leur offrent un accompagnement personnalisé. Enfin, on peut penser que des dispositifs, comme ceux préparant les jeunes à l'apprentissage à l'instar du système de pré-apprentissage qui existe, notamment, en Allemagne (OCDE, 2016), pourraient offrir en aval une alternative à ces jeunes. De tels dispositifs permettraient, en effet, aux jeunes qui ne parviennent pas à trouver un poste d'apprentissage, du fait entre autres de mauvais résultats scolaires, de combler leurs lacunes et d'accéder, par la suite, à l'apprentissage.

g. NEETs en situation de transition (G7)

Parmi les huit groupes identifiés, ce groupe est celui qui nécessite le moins une prise en charge publique. La situation dans laquelle se trouve ce groupe semble correspondre à une phase de transition, leur insertion ou réinsertion sur le marché du travail apparaissant n'être qu'une question de temps. En ce sens, ce groupe semble correspondre à un groupe de NEETs incompressible, leur situation s'apparentant à celle d'un chômage frictionnel. Les membres de ce groupe, qui recense 15% des jeunes étudiés, ont un **degré d'employabilité plus élevé** que la moyenne des NEETs. Ils bénéficient, en particulier, d'un niveau d'éducation élevé. Leur niveau d'employabilité explique sans doute pourquoi ils mènent une recherche d'emploi sélective. En effet, d'une part, ils déclarent qu'ils pourraient refuser certains emplois qui leur seraient offerts et, d'autre part, ils délaissent certains canaux d'emploi, comme les mesures pour l'emploi et les agences de travail intérimaire, et privilégient les candidatures spontanées¹². Le curriculum vitae de ces jeunes semble d'ailleurs intéresser les recruteurs puisqu'ils ont déjà passé des entretiens d'embauche. Outre leur degré d'employabilité, ces jeunes se singularisent par une **forte insertion dans la société**. Ces jeunes s'adonnent plus que ceux des autres groupes à des activités sociales (activité sportive ou artistique, bénévolat) et disposent d'un fort support de leur entourage puisqu'ils sont certains de pouvoir bénéficier d'aide en cas de besoin. Ils éprouvent, enfin, une plus grande confiance dans les institutions du pays et ne sont pas connus des forces de l'ordre.

¹² Ils déclarent dans une même proportion, que l'ensemble des NEETs, recherche un emploi tout en étant inscrits à l'ADEM.

En ce qui concerne leurs conditions de vie, ces jeunes vivent majoritairement chez leurs parents et n'ont pas de soucis de mobilité puisqu'ils ont le permis de conduire. Il s'agit principalement de jeunes hommes nés au Luxembourg et dont les parents y sont également nés.

Ces jeunes estiment plus souvent que les autres que stimuler leur confiance en eux est l'élément le plus important qui leur permettrait de sortir du statut de NEET. Par conséquent, il semblerait que les mesures de formation, proposées par l'ADEM, visant à apprendre à se présenter à un entretien d'embauche ou à rédiger un CV, soient particulièrement adaptées à ce groupe.

h. NEETs insérés socialement et dotés d'un niveau d'employabilité relativement élevé (G8)

Le dernier groupe, qui recense 43% des NEETs, a un niveau d'employabilité un peu plus faible et est un peu moins inséré socialement que le groupe 7. La situation de ce groupe n'est toutefois pas préoccupante et ce, d'autant plus qu'ils bénéficient plus que les autres du soutien financier de leur parent. Leur recherche d'emploi passe plus souvent que celle des autres groupes (groupe 6 excepté) par les agences de travail intérimaires. Ces jeunes, qui sont nés majoritairement au Luxembourg, ne déclarent pas avoir un comportement déviant. Pour un jeune de ce groupe sur cinq, bénéficier de conseils pour postuler à un emploi ou à une formation est l'élément décisif qui les aiderait à s'insérer sur le marché du travail ou à retourner en études ou en formation.

Ces deux derniers groupes témoignent des difficultés que les jeunes peuvent rencontrer dans la transition entre école et vie active : la fin de la scolarité laisse place à une période de recherche d'emploi pouvant être plus ou moins longue. L'OCDE (2016) préconise pour faciliter cette transition de développer les formations scolaires alliant cours théoriques et expériences professionnelles. Les formations en alternance permettent, en effet, une meilleure adéquation entre les compétences des jeunes et les attentes du marché du travail. Toutefois, les difficultés que les jeunes rencontrent ne sont pas forcément terminées une fois le premier emploi trouvé. En effet, leurs emplois sont souvent précaires (Eckert et Mora, 2007) et soumis aux fluctuations économiques (Fondeur et Minni, 2005). Des mesures visant à sécuriser le premier emploi pourraient ainsi être mises en place pour leur conférer plus de stabilité. Par exemple, en Estonie, il existe un dispositif qui offre au premier employeur d'un jeune une aide financière dans le cas où il garantit au jeune embauché un emploi pendant au moins deux ans (Eurofound, 2016).

2.3. Synthèse des résultats

Afin de synthétiser les résultats, le tableau 8 présente les principales caractéristiques attachées aux différents groupes. Ce tableau met, en particulier, en évidence la diversité des situations dans laquelle se trouvent les NEETs. En effet, si certains groupes de NEETs rencontrent peu de difficultés (sociales et en capital humain), d'autres les cumulent. Ainsi, le groupe de jeunes en transition (G7) est confronté, en moyenne, à 2,9 difficultés sur les 17 recensées alors que le groupe de jeunes mères à faible capital humain (G2), celui démotivé en difficulté d'insertion (G4) et celui menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion (G6) cumulent, en moyenne, plus de 6 difficultés.

Lorsque l'on s'intéresse à la catégorie de difficultés rencontrées, en distinguant entre difficultés sociales et difficultés liées à l'employabilité, on observe que parmi les groupes identifiés, trois bénéficient d'un niveau d'employabilité et d'insertion sociale¹³ élevé (cf. graphique 5). Ces trois

¹³ Le niveau d'employabilité est mesuré par un score tenant compte du niveau d'éducation, des capacités cognitives, des difficultés à s'exprimer dans les langues officielles et du temps passé dans le statut de NEET. Le niveau d'insertion sociale est mesuré par un score tenant compte de l'aide que le jeune pourrait bénéficier en cas de besoin, de son entente avec ses parents, de la pratique d'une activité bénévole, artistique ou sportive, de sa déprivation matérielle, de la confiance exprimée envers les institutions, du fait de consommer de la drogue ou du cannabis et d'être connu des forces de l'ordre.

groupes représentent 64% de la population étudiée. Pour eux, une action publique supplémentaire paraît moins nécessaire puisque ces jeunes disposent d'atouts et de soutiens pour réussir à quitter ce statut. A l'opposé, deux groupes, qui recensent 14% de la population étudiée, sont confrontés à la fois à un problème d'employabilité et d'insertion sociale. Ces groupes ont autant besoin de politiques visant à les former et à les accompagner dans leur insertion sur le marché du travail que de politiques sociales. Entre ces deux extrêmes, se trouvent des groupes intermédiaires confrontés à l'une ou à l'autre de ces difficultés ou avec plus de véhémence à l'une d'entre elles. Un groupe est ainsi doté d'un niveau d'employabilité élevé mais est en marge de la société (10% de la population étudiée), un autre groupe est peu employable et est modérément inséré dans la société (5%), enfin un dernier groupe bénéficie d'une employabilité et d'une insertion sociale modérées (7%). Notons que 24% des NEETs étudiés sont faiblement insérés dans la société et encourent, par conséquent, un risque de marginalisation sociale.

Il est difficile de comparer les résultats de notre typologie avec ceux d'autres classifications réalisées pour le Luxembourg. En effet, le champ des études et les approches diffèrent. Toutefois, notre étude rejoint celle d'Eurofound (2016) sur le fait que la majorité des NEETs au Luxembourg ne sont pas vulnérables. Ce résultat ne signifie pas pour autant qu'il n'est pas nécessaire de prendre des mesures pour lutter contre ce phénomène, les conséquences négatives du statut de NEET ayant été démontrées dans la littérature (Bynner et Parsons, 2002 ; Franzén et Kassman, 2005 ; Crawford et al., 2011).

Compte tenu de cette hétérogénéité, l'action publique de lutte contre le statut de NEET ne peut être uniforme mais doit être ciblée sur les problèmes rencontrés. Les résultats de la typologie laissent à penser que l'action publique devrait s'appuyer tantôt sur :

- des politiques éducatives visant, notamment, à permettre l'identification des élèves malades ou ayant un handicap afin de favoriser leur insertion dans le milieu scolaire, à améliorer le bien-être à l'école (groupe de jeunes souffrant de problème de santé) et à renforcer l'apprentissage des langues en vue de faciliter l'insertion sociale et sur le marché du travail des NEETs (groupes de jeunes mères à faible capital humain, de jeunes démotivés en difficulté d'insertion et de jeunes menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion)
- une politique de santé publique de lutte contre les accoutumances (groupe de jeunes au comportement déviant)
- une politique familiale visant à améliorer l'offre de garde (groupe de jeunes mères à faible capital humain)
- des politiques sociales visant à offrir à ces jeunes les moyens de sortir de la déprivation matérielle dans laquelle ils se trouvent (groupe menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion et groupe démotivé en difficulté d'insertion)
- des politiques de l'emploi : offre de formations (groupes de jeunes mères à faible capital humain, de jeunes démotivés en difficulté d'insertion et de jeunes menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion), accompagnement personnalisé vers l'emploi (groupe menant une recherche d'emploi intense mais en difficultés d'insertion, groupe de jeunes mères à faible capital humain), développement des ateliers protégés (groupe de jeunes souffrant de problème de santé).

Tableau 8 : Tableau synoptique présentant les principales caractéristiques des groupes

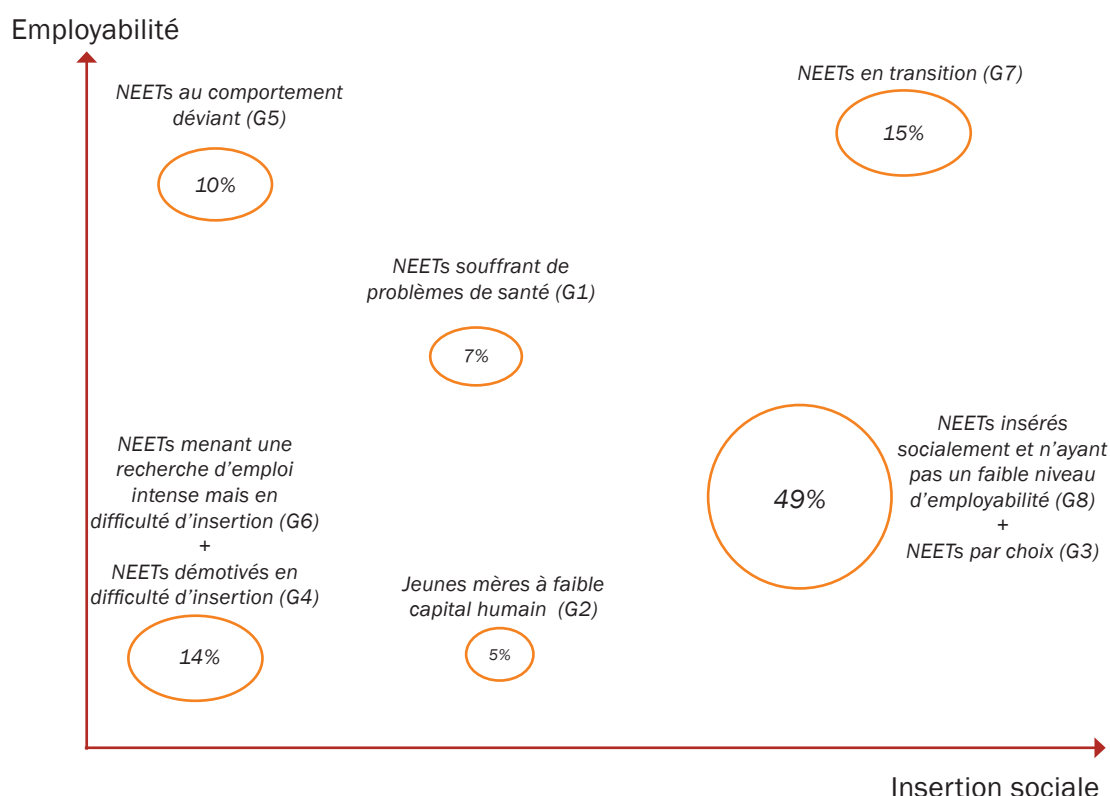
	Niveau d'éducation	Capacités cognitives	Maîtrise des langues	Permis de conduire	Etat de santé	Charges familiales	Soutien de l'entourage	Conditions de vie matérielles	Comportements déviant	Démarches actives	Nombre moyen de difficultés
G1	---	+++	+++	-	---	-	++	++	-	++	4.5
G2	--	---	---	---	+++	+++	---	-	---	-	6.2
G3	++	--	-	---	+++	++	++	+++	--	---	4.1
G4	---	-	---	---	+++	+	---	---	++	--	6.6
G5	+	+++	++	+	+++	---	--	+	+++	--	4.8
G6	--	++	-	-	++	+	---	---	+	+++	6.9
G7	+++	+++	++	+++	++	---	+++	++	---	+	2.9
G8	++	-	-	+	+++	---	++	++	--	+	3.4

Guide de lecture : plus le nombre de + (respectivement de -) est élevé, plus la situation du groupe par rapport à ce critère est favorable (défavorable).

Certains problèmes sont, néanmoins, communs aux groupes de NEETs les plus en difficulté à savoir les groupes qui cumulent vulnérabilité sur le marché du travail et dans la société (G2, G4 et G6). Les membres de ces groupes ont, en particulier, un faible niveau d'éducation et sont issus d'un milieu social peu favorisé. L'origine sociale pouvant être à l'origine des mauvais résultats scolaires (cf. théorie de la stratification sociale de Boudon (1974)), l'OCDE propose de bonnes pratiques visant à limiter l'incidence de l'origine sociale sur le niveau d'éducation. L'une d'elles vise à réduire la taille des classes dans lesquelles sont scolarisés les élèves issus d'un milieu social défavorisé afin d'accroître leurs capacités cognitives et réduire leur risque d'être décrocheur scolaire. Une autre vise à développer les programmes extra scolaires pour permettre aux jeunes en difficulté de se réaliser dans d'autres activités, de reprendre confiance en eux et d'acquérir des compétences sociales et professionnelles qui leur permettront de réussir leur scolarité et leur insertion sur le marché du travail.

Pour que cette action publique soit efficace, il est nécessaire que les jeunes qui en ont besoin soient connus¹⁴ par les différentes institutions qui vont mettre en œuvre cette action, en particulier l'ADEM. Sur ce point, on constate que les groupes les plus vulnérables sont soit proportionnellement plus nombreux à rapporter recourir, dans leur recherche d'emploi, à l'ADEM que l'ensemble des NEETs (G5 et G6), soit proportionnellement aussi nombreux (G1, G2 et G4). Quant aux groupes moins vulnérables, ils ne se distinguent pas, sur ce point, de l'ensemble des NEETs, exception faite du groupe « NEET par choix » (G3) qui, logiquement, rapporte moins souvent, que l'ensemble, avoir recours à cette institution.

Graphique 5 : Les groupes de NEETs identifiés au Luxembourg selon leur niveau d'employabilité et d'insertion sociale



Guide de lecture : Plus le groupe se situe à droite du graphique, plus il est inséré socialement. Et, plus le groupe se situe dans le haut du graphique, plus son employabilité est élevée.

¹⁴ L'OCDE (2016) présente certaines initiatives pour atteindre les NEETs qui ne sont pas inscrits dans les agences publiques pour l'emploi. Par exemple, elle cite une initiative visant à développer la collaboration entre ces agences et les écoles. D'autres initiatives visent à s'appuyer sur des acteurs non gouvernementaux pour atteindre les NEETs comme les associations sportives, ces associations pouvant orienter les jeunes en difficulté auprès des services compétents.

3. Les trajectoires des NEETs

Les NEETs forment, comme nous venons de le voir, une population hétérogène. Ils font face à des problèmes différents, ce qui *in fine* peut avoir des conséquences sur leurs trajectoires. Or, les trajectoires sont importantes à prendre en compte quand on s'intéresse à l'insertion professionnelle. En effet, l'insertion peut être rendue plus difficile à mesure que le temps passé dans le statut de NEET augmente. Plus un jeune passe de temps dans ce statut, moins il accumule de capital humain, par les voies traditionnelles de socialisation que sont l'éducation, la formation et l'emploi, ce qui diminue ses chances d'insertion sur le marché du travail. Malgré ce possible chemin de dépendance, les trajectoires des NEETs sont peu étudiées dans la littérature. On peut, toutefois, citer l'étude de Zanardelli (2015) qui, pour le Luxembourg, s'intéresse à la persistance de ce statut et à sa récurrence. Mais, faute de données sur les caractéristiques sociodémographiques des jeunes, l'auteure ne peut aller plus loin dans l'analyse et n'est pas en mesure d'identifier si la persistance et la récurrence sont liées au type de problème auquel les NEETs sont confrontés. Grâce à l'interconnexion des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* avec celles de la base administrative dynamique des NEETs (cf. encadré 3), nous sommes en mesure de voir si les groupes de NEETs préalablement identifiés suivent des trajectoires différentes. Ainsi, après avoir décrit, dans un premier paragraphe, les principales trajectoires suivies par les NEETs au Luxembourg, dans un second paragraphe, nous étudions si les groupes de NEETs se différencient par leurs trajectoires.

3.1. Description des principales trajectoires suivies par les NEETs

27

A partir de l'interconnexion des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* et de la base administrative dynamique des NEETs, il nous a été possible de reconstruire les trajectoires suivies par les NEETs sur les deux années antérieures à l'enquête. Les trajectoires que nous mettons en avant ici sont donc rétrospectives. Par conséquent, contrairement à Zanardelli (2015), on ne s'intéresse pas, ici, au temps passé pour sortir du statut de NEET mais aux différents statuts qui ont jalonné, dans le passé, le parcours des jeunes qui déclarent être NEET au moment de l'enquête.

Afin d'identifier ces trajectoires, une analyse typologique¹⁵ a été réalisée. Cette analyse tient compte du temps passé, au cours des deux années antérieures à l'enquête, dans différents statuts. Ainsi le temps que les jeunes ont passé en éducation, en emploi et dans le statut de NEET sont pris en compte. Compte tenu que les emplois peuvent prendre la forme d'emplois aidés, une distinction est faite entre ce type d'emploi et les emplois ordinaires. De même, afin de distinguer les périodes de NEETs qui relèvent du chômage de celles relevant de l'inactivité, nous adoptons une définition administrative du chômage en considérant comme période de chômage les périodes où le jeune est inscrit à l'ADEM. Les autres périodes pendant lesquelles le jeune est NEET sont assimilées à des périodes d'inactivité. Cette conception est critiquable puisque les périodes où le jeune recherche un emploi alors qu'il n'est pas inscrit à l'ADEM ne seront pas identifiées comme périodes de chômage. L'analyse risque donc de surestimer les périodes réelles d'inactivité. Mais, faute de données auto-déclarées, nous ne sommes pas en mesure de différencier autrement ces deux statuts. Un indicateur informant que le jeune, sur la période étudiée, a bénéficié au moins une fois d'une indemnisation chômage a aussi été intégré. Outre le temps passé dans les différents statuts, la typologie tient compte de l'instabilité des parcours. D'une part, à travers la multiplicité des statuts que le jeune a connu sur la période, plus un jeune

¹⁵ L'analyse typologique menée est une classification ascendante hiérarchique basée sur la distance de Ward. Les résultats de cette analyse sont présentés en annexe 2.

multiplie les statuts plus sa trajectoire est instable. D'autre part, à travers la récurrence du statut de NEET qui témoigne de la difficulté à s'extraire durablement de celui-ci. Enfin, compte tenu de l'importance de l'immigration au Luxembourg, le temps passé à l'étranger est pris en compte.

Les données administratives ne permettant pas de disposer d'une information fiable sur la situation des jeunes de moins de 18 ans¹⁶, l'étude des trajectoires se limite aux jeunes âgés d'au moins 20 ans au moment de l'enquête. Pour eux, il est en effet possible de disposer d'une information de qualité afin de reconstruire leurs trajectoires au cours des deux années antérieures à l'enquête. L'analyse menée porte ainsi uniquement sur un échantillon de 417 jeunes.

Cette analyse a permis d'identifier six trajectoires, qui rappelons le sont rétrospectives :

Majoritairement en éducation (31% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : dans cette trajectoire le temps passé en éducation est prépondérant. En effet, les jeunes passent la majorité de la période étudiée en éducation.

Majoritairement en emploi (22% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : cette trajectoire est marquée par l'emploi. Les jeunes passent la majorité de la période en emploi. Puis, suite à un départ volontaire, au terme de leur contrat de travail ou à un licenciement¹⁷, ils se retrouvent dans le statut de NEET. La période passée dans ce statut correspond donc à une période de chômage.

Inactivité de longue durée (5% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : cette trajectoire est linéaire puisqu'elle se caractérise par un seul épisode. Pendant toute la période étudiée, c'est-à-dire deux ans, les jeunes sont NEETs sans être inscrits à l'ADEM.

Chômage de longue durée (13% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : cette trajectoire se caractérise par la persistance du chômage puisque les jeunes qui suivent cette trajectoire passent la majorité de la période à rechercher un emploi tout en étant inscrits à l'ADEM.

Récurrence du statut de NEET (24% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : cette trajectoire est marquée par la récurrence du phénomène de NEET. Les jeunes qui suivent cette trajectoire parviennent à un moment donné à quitter le statut de NEET. Toutefois, leur insertion dans l'emploi, la formation ou l'éducation n'est que temporaire puisqu'ils retournent dans ce statut avant la fin de la période d'observation.

Majoritairement à l'étranger (5% des NEETs étudiés âgés d'au moins 20 ans) : cette trajectoire se caractérise par le temps passé hors du Luxembourg. En effet, pendant la majorité de la période d'observation, les jeunes sont absents des fichiers administratifs, ils ne sont ni affiliés ou ni co-affiliés au système de sécurité sociale luxembourgeois. Puis, à la fin de la période d'observation, ils sont NEETs sans être inscrits à l'ADEM.

¹⁶ Ceci est lié à l'impossibilité d'identifier les jeunes âgés de moins de 18 ans qui sont scolarisés à l'étranger ou dans une école privée implantée au Luxembourg (Zanardelli, 2015).

¹⁷ Les données disponibles ne permettent pas d'identifier la raison de la cessation du contrat.

Encadré 3 :

La base administrative dynamique des NEETs

La base administrative dynamique des NEETs a été construite par l'IGSS à partir de différents fichiers administratifs (Administration pour le Développement de l'Emploi, Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Education différenciée, Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur, Service National de la Jeunesse et Inspection Générale de la Sécurité Sociale). Elle permet de suivre, les trajectoires des jeunes âgés d'au moins 18 ans couverts par le système de sécurité sociale luxembourgeois. Cette base fournit, pour chaque trimestre, des informations sur la situation dans laquelle se situe le jeune. Ainsi, à un rythme trimestriel, il est, notamment, possible d'identifier si le jeune est :

- en emploi
- à la recherche d'un emploi et en formation continue
- NEET
- inactif en formation continue
- inactif à l'école ou en étude

Cette base de données permet d'étudier la problématique des NEETs sous un angle dynamique. Pour plus d'information, le lecteur intéressé peut se référer à Zanardelli (2015).

3.2. Les problèmes rencontrés par les NEETs orientent leurs trajectoires

Dans la section précédente, nous avons vu que les NEETs au Luxembourg sont confrontés à des problèmes différents. Dans ce paragraphe, nous souhaitons étudier si la nature des problèmes rencontrés est liée aux trajectoires suivies par les jeunes. Pour ce faire, nous regardons si certaines trajectoires sont plus suivies par certains groupes de NEETs que d'autres. En raison de la faible taille de l'échantillon sur laquelle se base cette analyse, les résultats obtenus doivent être pris avec précautions.

Cinq groupes de NEETs tendent à suivre plus que les autres des trajectoires marquées par la persistance du statut de NEET. En effet, ils ont été dans ce statut pendant au moins la moitié de la période étudiée. Il s'agit des groupes :

- souffrant de problème de santé (G1)
- démotivé en difficulté d'insertion (G4)
- ayant un comportement déviant (G5)
- de jeunes mères à faible capital humain (G2)
- NEET par choix (G3)

Pour les trois premiers groupes listés, la persistance dans le statut de NEET relève de la difficulté à sortir du chômage¹⁸. En effet, 24% du groupe de NEETs souffrant de problème de santé suivent une trajectoire marquée par le chômage de longue durée contre 13% des NEETs étudiés, cette proportion est respectivement de 32% et de 28% pour le groupe de NEETs ayant un comportement déviant et celui démotivé en difficulté d'insertion¹⁹. En revanche, pour les deux derniers groupes

¹⁸ Le faible niveau d'éducation du groupe de NEETs souffrant de problème de santé peut expliquer, en plus de leur pathologie, leur maintien au chômage. Pour les jeunes démotivés en difficulté d'insertion et ceux adoptant un comportement déviant, c'est probablement leur attitude qui rend difficile la sortie du chômage.

¹⁹ Les différences mentionnées sont respectivement statistiquement significatives au seuil de 5%, 1% et 5%.

listés, la persistance s'inscrit plus dans une logique d'inactivité de longue durée. Ainsi, 19% du groupe des jeunes mères à faible capital humain et 13% du groupe qui est NEET par choix suivent une trajectoire marquée par l'inactivité de longue durée contre 5% de l'ensemble des NEETs étudiés²⁰. Que la persistance dans le statut de NEET soit liée au chômage ou à l'inactivité, elle est susceptible de handicaper le jeune dans son accès à l'emploi. En effet, le temps passé dans ce statut engendre une perte de capital humain qui rend l'insertion professionnelle plus difficile. En ce sens, le dispositif de Garantie pour la jeunesse en proposant aux jeunes une formation ou un emploi dans les 4 mois suivant leur inscription à l'ADEM est utile pour éviter qu'aux difficultés initiales (problème de santé, comportement déviant, faible employabilité) se greffent les conséquences d'une période de chômage prolongée. Toutefois, ce dispositif n'est à lui seul pas suffisant. D'une part, il ne couvre pas les jeunes qui ne sont pas inscrits à l'ADEM. D'autre part, il est nécessaire de solutionner les problèmes personnels rencontrés par les jeunes afin qu'ils puissent tirer pleinement partie de ce que leur offre la Garantie pour la jeunesse. Or, comme nous l'avons vu les problèmes auxquels les jeunes sont confrontés touchent différents domaines et, donc, différentes institutions. Comme le prône l'OCDE (2016), une action coordonnée entre les différentes institutions doit être menée pour aider les jeunes à quitter le statut de NEET. On peut penser que des organismes publics, au champ d'intervention plus large que les services pour l'emploi, comme, par exemple, les services extrascolaires du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, pourraient assurer ce rôle.

La récurrence du statut de NEET concerne plus, que les autres, les groupes menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion (G6) (61% contre 24% de l'ensemble des NEETs étudiés²¹ suivent cette trajectoire) et celui qui est NEET par choix (G3) (36%²²). Les efforts de recherche d'emploi, de retour à l'éducation ou à la formation du groupe menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion portent leur fruit puisqu'ils réussissent à s'extraire de ce statut. Toutefois, ils ne parviennent pas à se maintenir durablement hors du statut de NEET. Leur faible employabilité, notamment liée à leur mauvaise maîtrise des langues, n'est probablement pas étrangère à l'instabilité de leur trajectoire. Quant au groupe qui est NEET par choix (G3), les difficultés d'insertion que leur trajectoire passée indique les a peut-être conduits à faire le choix de se spécialiser dans la sphère domestique. A moins que la récurrence du statut de NEET ne soit volontaire et traduise le fait de vouloir se maintenir durablement dans ce statut.

Deux groupes suivent plus que les autres des trajectoires plus favorables. Le groupe de NEETs en transition (G7) et celui inséré socialement et doté d'un niveau d'employabilité relativement élevé (G8) sont proportionnellement plus nombreux que les autres à suivre une trajectoire marquée respectivement par l'emploi (majoritairement en emploi : 49% contre 22% de l'ensemble des NEETs étudiés²³) ou l'éducation (majoritairement en éducation : 46% contre 31% de l'ensemble des NEETs étudiés²⁴).

En résumé, les problèmes auxquels font face les NEETs sont liés aux trajectoires suivies. Les NEETs insérés dans la société et n'ayant pas de problème d'employabilité suivent, plus souvent que les autres, des trajectoires marquées par l'emploi ou l'éducation. En revanche, les groupes qui sont à la fois vulnérables sur le marché du travail et dans la société sont plus confrontés à la persistance ou à la récurrence du statut de NEET.

²⁰ Ces différences sont respectivement statistiquement significatives au seuil de 1% et de 10%.

²¹ Cette différence est statistiquement significative au seuil de 1%.

²² La différence est statistiquement significative au seuil de 1%.

²³ Cette différence est statistiquement significative au seuil de 1%.

²⁴ Cette différence est statistiquement significative au seuil de 1%.

Conclusion

Ce rapport étudie l'hétérogénéité des NEETs sous un angle inédit à partir des données de l'enquête *Situation des jeunes sur le marché du travail* menée, entre octobre 2014 et juin 2015, sur un échantillon de résidents âgés entre 17 et 24 ans couverts par le système de sécurité social luxembourgeois. La richesse des données disponibles permet, contrairement aux études précédentes, de rendre compte à la fois de l'éloignement des NEETs vis-à-vis du marché du travail et de la société. En outre, elles permettent d'entrevoir les difficultés les ayant conduits à ce statut comme les difficultés familiales, scolaires mais aussi d'autres, moins souvent étudiées, comme l'adoption de comportements déviants ou de faibles capacités cognitives. Enfin, ces données couplées avec celles de la base administrative dynamique des NEETs permettent d'étudier si les problèmes rencontrés sont liés aux trajectoires suivies.

Il ressort de ce rapport que tous les NEETs ne sont pas vulnérables sur le marché du travail et n'encourent pas un risque de marginalisation sociale. La gravité de la situation à laquelle ils font face diffère donc, suggérant que certains d'entre eux ont plus besoin que d'autres de bénéficier d'une action publique. Afin d'identifier les jeunes les plus confrontés à ce besoin, une typologie a été réalisée et huit groupes ont ainsi pu être identifiés :

- NEETs souffrant de problème de santé (G1)
- NEETs jeunes mères à faible capital humain (G2)
- NEETs par choix (G3)
- NEETs démotivés en difficulté d'insertion (G4)
- NEETs au comportement déviant (G5)
- NEETs menant une recherche d'emploi intense mais en difficulté d'insertion (G6)
- NEETs en situation de transition (G7)
- NEETs insérés socialement et dotés d'un niveau d'employabilité relativement élevé (G8)

Pour trois de ces groupes, qui représentent près de 60% de la population étudiée, la nécessité de développer l'action publique paraît moins prégnante. En effet, leur statut de NEET est soit choisi (G3), soit correspond à une phase de transition entre école et vie active ou entre deux emplois (G7 et G8).

Pour les autres groupes, en revanche, une action publique spécifique est primordiale pour les aider à quitter ce statut, et ce d'autant plus que l'étude de leur trajectoire montre qu'ils sont plus souvent dans ce statut depuis relativement longtemps ou ne parviennent pas à s'y soustraire durablement. Or, le temps passé dans ce statut est susceptible de handicaper le jeune dans son accès à l'emploi. En effet, le temps passé dans ce statut engendre une perte de capital humain qui rend l'insertion professionnelle plus difficile.

L'action publique ne doit pas être uniforme mais ciblée sur les besoins. Ainsi, par exemple, certains groupes auront besoin de bénéficier de politiques de formation, notamment pour améliorer leurs compétences linguistiques, alors que d'autres auront besoin de bénéficier d'un accompagnement personnalisé visant, notamment, à pallier leur faible motivation à s'insérer dans la vie active ou à retourner aux études, pour d'autres des politiques de lutte contre les accoutumances semblent pertinentes. Ces politiques apparaissent être, pour les groupes les plus vulnérables, des préalables nécessaires avant de leur offrir un emploi ou une formation professionnalisante. En effet, les difficultés personnelles qu'ils rencontrent (difficultés

linguistiques, isolement, accoutumance, ...) doivent, dans un premier temps être levées, afin que, par la suite, l'offre d'emploi ou la formation proposée puisse donner lieu à une réelle insertion sur le marché du travail. Etant donné que les groupes de NEETs vulnérables sont confrontés à de multiples difficultés personnelles, il paraît utile de mener conjointement et de coordonner des actions touchant différents domaines (éducation, santé, famille, insertion sociale, emploi).

Cette étude si elle permet de désagréger la population des NEETs au Luxembourg mérite, à des fins de préventions, d'être complétée par une analyse des mécanismes conduisant les jeunes à devenir NEET. Le troisième rapport de ce projet s'intéressera, ainsi, aux facteurs liés au risque d'être NEET en mettant particulièrement l'accent sur le lien entre décrochage scolaire et statut de NEET.

Bibliographie

- Boudon R., 1974, *Education, opportunity and social inequality*. John Wiley: New York.
- Bynner J. and Parsons S., 2002, Social exclusion and the transition from school to work: The case of young people not in education, employment, *Journal of Vocational Behaviour*, volume 60, pp.289–309.
- Condon D.M. and Revelle W., 2014, The international cognitive ability resource: development and initial validation of a public-domain measure, *Intelligence*, volume 43, pp.52-64.
- Crawford C., Duckworth K., Vignoles A. and Wyness G., 2011, Young people's education and labour market choices aged 16/17 to 18/19, *Research Report DFE-RR182*, 81p.
- Duckworth K. and Schoon I., 2012, Beating the odds: exploring the impact of social risk on young people's school-to-work transitions during recession in the UK, *National Institute Economic Review*, n° 222, pp.R38-R51.
- Eckert H. et Mora V., 2007, Génération 98 : les formes de participation au marché du travail en début de vie active, dans *Ruptures et irréversibilités dans les trajectoires : comment sécuriser les parcours professionnels ?*, Relief 22, Echanges du Céreq, pp.67-80.
- Eurofound, 2016, Exploring the diversity of NEETs, *Publications Office of the European Union*, Luxembourg, 72p.
- Eurofound, 2012, NEETs – Young people not in employment, education or training: Characteristics, costs and policy responses in Europe, *Publications Office of the European Union*, Luxembourg, 171p.
- Franzén E. and Kassman A., 2005, Long-term labour-market consequences of economic inactivity during young adulthood: a Swedish national cohort study, *Journal of youth studies*, volume 8, n° 4, pp.403-424.
- Fondeur Y. et Minni C., 2005, L'emploi des jeunes au cœur des dynamiques du marché du travail, *Economie et Statistique*, n° 378-379, pp.85-104.
- Furlong, A., 2007, The zone of precarity and discourses of vulnerability: NEET in the UK, *Journal of Social Sciences and Humanities*, n° 381, pp.101–121.
- Heckman J., Stixrud J. and Urzua S., 2006, The effects of cognitive and noncognitive abilities on labor market outcomes and social behavior, *Journal of Labor Economics*, volume 24, n° 3, pp.411-482.
- Maguire S. and Rennison J., 2005, Two-years on: the destinations of young people who are not in education, employment or training at 16, *Journal of Youth Studies*, volume 8, n° 2, pp.187-201.
- Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Université du Luxembourg, 2015, Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2015 : La transition de l'adolescence vers l'âge adulte, 428p.
- Navarrete L., 2011, Desmontando a ni-ni. Un estereotipo juvenil en tiempos de crisis (Deconstructing ni-ni. A youth stereotype in times of crisis), *Madrid: Instituto de la Juventud*, 134p.
- OCDE, 2016, *Society at a Glance 2016: OECD Social Indicators*, OECD Publishing, Paris, 140p.
- Ombuds-Comité fir d'Recheter vum Kand, 2016, Rapport 2016 au Gouvernement et à la Chambre des Députés, 152p.
- Tamesberger D. and Bacher J., 2014, NEET youth in Austria: a typology including socio-demography, labour market behavior and permanence, *Journal of youth studies*, volume 17, n° 9, pp.1239-1259.
- Yates S. and Payne M., 2006, Not so NEET? A critique of the use of 'NEET' in setting targets for interventions with young people, *Journal of Youth Studies*, volume 9, n° 3, pp.329-344.
- Zanardelli M., 2015, Les NEETs dans une perspective dynamique : analyse à partir de données administratives, *Cahier statistique de la Sécurité Sociale*, n° 3, 24p.

Annexe 1 : Description des groupes

Groupe	1	2	3	4	5	6	7	8	Moyenne
Part	7,0%	5,0%	6,0%	9,0%	10,0%	5,0%	15,0%	43,0%	
Problème de santé limitant leurs activités	100%	0,0%	0,0%	0,0%	0%	4,1%	6,9%	0,3%	8,3%
A au moins un enfant	7,0%	94,7%	38,5%	12,7%	1,6%	18%	1,7%	1,6%	10,5%
Déclare bénéficier certainement d'une aide en cas de besoin	85,6%	51,4%	83,9%	56,6%	73%	54,2%	92,4%	74,1%	74,5%
Très bonne entente avec les parents	55,0%	44,0%	61,8%	49,5%	26,6%	47,8%	58,6%	60,5%	54,2%
Bénéficie de l'aide financière des parents	61,6%	11,9%	42,9%	60,4%	62,2%	51,0%	65,6%	73,1%	63,1%
Déprivation matérielle :									
N'a pas les moyens de remplacer des vêtements usés	7,4%	1,5%	1,9%	89,4%	5,0%	15,2%	13,6%	5,1%	14%
N'a pas les moyens de manger à l'extérieur	3,0%	11,1%	0,0%	58,9%	12,7%	37,9%	1,7%	2,3%	10,3%
N'a pas les moyens de dépenser une somme d'argent pour se faire plaisir	7,4%	9,9%	1,1%	70,2%	17,7%	56,2%	9,1%	12,1%	18,4%
N'a pas les moyens de se soigner si besoin	5,2%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	0,0%	0,2%	5,5%
Implication dans la société :									
Activité bénévole	4,1%	1,6%	6,4%	4,9%	0,7%	5,2%	100%	0,8%	16,5%
Activités artistiques ou sportives	60,9%	11,1%	39,5%	30,6%	29,8%	18,4%	67,2%	45,1%	43,4%
Intention de trouver une formation ou de reprendre des études dans l'avenir :									
Ne souhaite pas reprendre ses études ou trouver une formation	30,8%	35,4%	38,1%	32,4%	4,5%	18,2%	39,3%	32,9%	30,6%
Souhaite probablement reprendre ses études ou trouver une formation	27,0%	41,9%	28,0%	25,6%	41,2%	19,3%	23,7%	26,1%	27,7%
Souhaite certainement reprendre ses études ou trouver une formation	42,2%	22,7%	33,9%	42,0%	54,3%	62,5%	37,0%	41,0%	41,7%
Sélectif dans les emplois recherchés :									
Accepterait n'importe quel emploi	14,8%	62,2%	0,0%	69,6%	60,6%	64,6%	38,3%	46,0%	45,0%
Accepterait certains emplois	80,5%	37,8%	0,0%	27,0%	38,7%	35,4%	61,7%	54,0%	48,0%
N'accepterait aucun emploi	4,7%	0,0%	100%	3,4%	0,7%	0,0%	0,0%	0,0%	7,0%
Nombre de canaux de recherche d'emploi activés :									
0 à 1 canal activé	10,7%	27,6%	38,9%	13,6%	26,7%	6,5%	20,5%	21,2%	20,9%
2-3 canaux activés	64,5%	39,1%	58,8%	71,8%	51,1%	45,3%	48,1%	46,4%	50,9%
4-6 canaux activés	24,8%	33,3%	2,3%	14,6%	22,2%	48,2%	31,4%	32,4%	28,1%
Confiance dans les institutions nationales :									
Eprouve de la confiance pour au plus 1 institution nationale	41,5%	22,9%	11,6%	52,6%	77,9%	58,0%	4,1%	18,5%	28,5%
Eprouve de la confiance pour 2 ou 3 institutions nationales	51%	52%	59,4%	33,5%	6,4%	31,7%	51,6%	42,3%	41,0%
Eprouve de la confiance pour 4 institutions nationales	7,5%	25,1%	29%	13,9%	15,7%	10,3%	44,3%	39,2%	30,5%

Comportements déviants :									
Est connu des forces de l'ordre	11,7%	19,8%	2,8%	31,6%	45,3%	12,0%	2,3%	10,3%	14,6%
A consommé du cannabis ou de la drogue au cours des 30 derniers jours	8,9%	0,0%	1,1%	0,9%	93,6%	30,9%	3,6%	0,6%	12,3%
Niveau d'éducation le plus élevé atteint :									
Primaire	46,0%	27,2%	6,5%	11,2%	16,2%	20,8%	0,0%	13,5%	14,4%
Secondaire inférieur	8,5%	30,9%	31,1%	58,7%	36,0%	29,0%	15,6%	25,2%	27,4%
Au moins secondaire supérieur	45,5%	41,9%	62,4%	30,1%	47,8%	50,2%	84,4%	61,3%	58,2%
Caractéristiques sociodémographiques :									
Homme	55,1%	7,0%	37,0%	62,2%	88,5%	77,9%	75,9%	51,4%	58,2%
Origines migratoires :									
Natifs	60,4%	15,3%	10,9%	47,9%	40,6%	52,1%	50,3%	47,9%	40,2%
Première génération	9,9%	48,6%	26,8%	49,0%	27,6%	38,2%	25,1%	49,0%	32,1%
Deuxième génération	29,7%	36,1%	46,1%	2,3%	31,8	9,7%	24,6%	2,3%	26,4%
Absence d'information	0,0%	0,0%	16,2%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,8%	1,2%
Type de logements :									
Vit avec ses 2 parents	55,8%	13,9%	54,1%	40,5%	59,1%	13,0%	67,5%	53,1%	51,1%
Vit dans une famille monoparentale ou recomposée	36,2%	6,5%	25,1%	38,9%	17,4%	51,1%	25,2%	34,5%	30,9%
Vit sans ses parents dans un logement non précaire	8,0%	52,1%	15,4%	10,7%	1,8%	32,8%	0,9%	7,7%	10,2%
Vit sans ses parents dans un logement précaire	0,0%	27,5%	5,4%	9,9%	21,7%	3,1%	6,4%	4,7%	7,8%
Difficultés à s'exprimer dans les langues officielles :									
Difficultés à parler luxembourgeois	9,4%	46,1%	32,7%	36,4%	11,7%	43,6%	30,0%	28,7%	28,4%
Difficultés à parler allemand	12,3%	48,2%	46,8%	51,5%	22,1%	38,1%	29,1%	36,0%	34,7%
Difficultés à parler français	44,2%	47,6%	49,1%	72,2%	43,7%	77,7%	54,3%	51,4%	53,4%
Score obtenu au test de capacités cognitives :									
Entre 0 et 4	34,9%	60,0%	55,9%	33,4%	33,7%	29,3%	30,7%	49,8%	42,8%
entre 5 et 10	42,2%	36,5%	38,9%	53,9%	44,8%	63,6%	48,9%	41,4%	44,7%
Entre 11 et 16	22,9%	3,5%	5,2%	12,7%	21,5%	7,1%	20,4%	8,8%	12,5%
Démarches pour rechercher un emploi par le biais de candidatures spontanées :									
N'a pas réalisé de candidature spontanée	6,0%	20,0%	58,2%	24,7%	12,5%	8,0%	20,3%	21,2%	21,1%
1 à 9 candidatures spontanées	29,6%	24,4%	3,4%	18,4%	33,1%	7,8%	45,7%	23,8%	25,8%
10 à 29 candidatures spontanées	25,0%	27,9%	37,0%	26,1%	34,7%	19,6%	1,5%	18,3%	20,3%
30 candidatures spontanées ou plus	38,2%	24,2%	1,4%	30,2%	18,9%	62,1%	30,6%	34,9%	31,3%
Absence d'information sur le nombre de candidatures spontanées	1,2%	3,5%	0,0%	0,6%	0,6%	2,5%	1,9%	1,8%	1,5%
Démarches pour rechercher un emploi par le biais de réponses à des offres d'emploi :									
N'a jamais répondu à une offre emploi	18,7%	44,5%	62,5%	41,5%	42,0%	14,8%	24,1%	33,9%	34,2%
A répondu à entre 1 et 5 offres d'emploi	22,2%	28,3%	35,2%	41,7%	34,4%	12,7%	36,2%	28,7%	30,6%
A répondu à au moins 6 offres d'emploi	57,9%	25,3%	2,3%	16,7%	22,9%	69,9%	38,4%	36,4%	34,2%
Pas d'information sur le nombre d'offre d'emploi auquel le jeune a répondu	1,2%	1,9%	0,0%	0,0%	0,6%	2,5%	1,4%	1,0%	1,0%

A déjà passé un entretien d'embauche	48,9%	60,3%	28,5%	69,5%	40,5%	82,0%	71,0%	64,7%	60,9%
Agence intérimaire	26,1%	29,0%	0,0%	32,8%	30,1%	47,6%	16,7%	35,9%	29,6%
Mesure pour l'emploi	29,0%	20,7%	21,8%	21,4%	37,4%	46,7%	15,6%	21,7%	24,0%
Déclare rechercher un emploi et être inscrit à l'ADEM	53,0%	58,6%	18,3%	46,8%	67,2%	81,5%	46,3%	54,4%	53,0%
Niveau d'éducation le plus élevé des parents :									
Au plus primaire	10,3%	38,1%	69,4%	30,8%	38,8%	59,2%	26,6%	26,0%	31,7%
Secondaire inférieur	5,0%	13,7%	8,9%	39,4%	11,5%	12,0%	15,7%	19,2%	17,4%
Secondaire supérieur	14,8%	11,0%	2,3%	14,5%	7,6%	2,7%	7,6%	17,7%	12,7%
Post-secondaire	54,5%	11,5%	19,4%	13,0%	38,5%	19,6%	43,2%	31,5%	31,6%
Absence d'information	15,4%	25,7%	0,0%	2,3%	3,6%	6,5%	6,9%	5,6%	6,6%
Score d'éloignement du marché du travail	3,7	5,2	3,9	4,9	3,0	4,7	2,9	3,9	3,8
Score d'éloignement de la société	4,8	5,3	3,4	7,5	7,3	7,4	2,2	3,6	4,5

Annexe 2 : Description des trajectoires administratives suivies par les NEETs (en %)

	NEET Après la sortie des études	NEET après une période d'emploi	Inactivité de longue durée	Chômage de longue durée	Récurrence du statut de NEET	NEET après un laps de temps passé à l'étranger	Ensemble
NEET sans être inscrit à l'ADEM :							
Jamais	82,8	77,8	0,0	61,7	2,3	55,0	53,7
1-2 trimestres	17,2	21,4	0,0	20,1	18,3	39,8	18,9
3-4 trimestres	0,0	0,8	0,0	17,5	23,3	5,2	8,4
5-7 trimestres	0,0	0,0	0,0	0,6	56,0	0,0	13,5
8 trimestres	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	5,4
NEET en étant inscrit à l'ADEM :							
Jamais	78,2	72,5	100,0	0,0	59,1	84,0	63,3
1-3 trimestres	21,8	27,5	0,0	17,7	40,2	16,0	25,4
4 trimestres ou plus	0,0	0,0	0,0	82,3	0,7	0,0	11,3
En emploi aidé :							
Jamais	100,0	88,3	100	46,3	99,6	100,0	90,1
Au moins une fois	0,0	11,7	0	53,7	0,4	0,0	9,9
En emploi ordinaire :							
Jamais	100,0	0,0	100,0	46,8	47,0	61,4	56,7
1-4 trimestres	0,0	0,0	0,0	53,2	53,0	38,6	21,7
5 trimestres ou plus	0,0	100,0	0,0	0,0	0	0,0	21,6
En éducation :							
Jamais	0,0	73,7	100,0	89,1	50,9	97,9	50,2
1-4 trimestres	0,0	26,3	0,0	10,9	43,1	2,1	17,6
5 trimestres ou plus	100,0	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	32,2
Récurrence du phénomène de NEET :							
1 épisode en tant que NEET	95,0	99,2	100,0	77,5	68,9	97,9	87,7
Au moins 2 épisodes en tant que NEET	5,0	0,8	0,0	22,5	31,1	2,1	12,3
Nombre de statuts sur la période :							
1 statut	76,6	54,5	100,0	20,7	21,5	75,2	52,3
2 statuts	23,4	30,5	0,0	49,3	53,7	14,8	33,8
3 statuts ou plus	0,0	15,0	0,0	29,9	24,9	0,0	13,3
Chômage indemnisé :							
Jamais	100	90,9	100,0	44,6	99,6	100,0	95,0
Au moins une fois	0,0	9,1	0,0	55,4	0,4	0,0	5,0
A l'étranger :							
Jamais	92,3	93,4	100,0	71,9	75,4	0,0	81,8
1-4 trimestres	7,7	6,6	0,0	28,1	24,6	0,0	13,5
5 trimestres ou plus	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	4,7

